

AVIS DE CONVOCATION

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE

2012

LE MERCREDI 25 AVRIL 2012

à 10 heures, au siège de la société
75 avenue de la Grande-Armée, 75116 Paris

Paris, le 30 mars 2012

Madame, Mademoiselle, Monsieur, cher(e) actionnaire,

L'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire des actionnaires de Peugeot S.A. se tiendra sous la présidence de Monsieur Thierry Peugeot, Président du Conseil de Surveillance, le mercredi 25 avril 2012 à 10 heures au siège de la société.

Cette Assemblée sera pour vous, en tant qu'actionnaire, l'occasion de vous informer sur l'activité du groupe PSA Peugeot Citroën et surtout, elle sera l'occasion de vous exprimer lors d'un échange avant le vote des résolutions qui vous sont soumises. L'Assemblée Générale est un moment privilégié d'information, d'échange et de dialogue.

Votre participation est importante. Pour prendre part à cette Assemblée, vous trouverez à cet effet toutes les informations utiles dans les pages qui suivent. Je vous remercie par avance de toute l'attention que vous accorderez aux résolutions soumises à votre vote.

En espérant vivement vous compter parmi nous, je vous prie d'agréer, Madame, Mademoiselle, Monsieur, cher(e) actionnaire, l'assurance de ma considération distinguée.

Philippe Varin
Président du Directoire

SOMMAIRE

RAPPORT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE	3
COMMENT PARTICIPER À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ?	4
ORDRE DU JOUR	8
RAPPORT DU DIRECTOIRE SUR LES PROJETS DE RÉOLUTIONS PRÉSENTÉES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 25 AVRIL 2012	9
TEXTE DES PROJETS DE RÉOLUTIONS	13
GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE	19
EXPOSÉ SOMMAIRE DE LA SITUATION ET DE L'ACTIVITÉ EN 2011	30
RÉSULTATS FINANCIERS DE LA SOCIÉTÉ PEUGEOT S.A. AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES	37
RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	38
DEMANDE D'ENVOI DE DOCUMENTS ET DE RENSEIGNEMENTS	47

Pour tout renseignement sur la société ou la participation à l'Assemblée,
le service **Relations Actionnaires** est à votre disposition :



Par téléphone : **Numéro Vert 0800 424 091** (appel gratuit depuis un poste fixe)



Par courrier : **PSA Peugeot Citroën - Communication Financière**
75, avenue de la Grande-Armée - 75116 Paris



Par e-mail : **communication-financiere@mpsa.com**

RAPPORT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

L'année 2011 aura été marquée par deux semestres très contrastés.

Le premier semestre, globalement en ligne avec nos objectifs, et dans la continuité du redressement réalisé en 2010, a été impacté par la hausse des matières premières et par les perturbations de la production liées à la catastrophe qui a frappé le Japon.

Au second semestre, avec l'écroulement de la crise de la dette en Europe, nos principaux marchés se sont violemment contractés, entraînant une agressivité commerciale accrue de tous les acteurs sur les différents marchés.

PSA Peugeot Citroën a conservé sa position de deuxième constructeur européen mais la division automobile n'a pas atteint ses objectifs, alors que les trois autres domaines d'activités de notre Groupe, Banque PSA Finance, Gefco et surtout Faurecia, ont contribué positivement au résultat du Groupe.

Cette situation européenne extrêmement difficile valide la stratégie de globalisation mise en œuvre par le Directoire, afin que le Groupe soit davantage présent sur les marchés en croissance, tels la Chine et l'Amérique Latine. Ainsi, en 2011, le Groupe a obtenu l'accord des autorités chinoises pour lancer une seconde Joint Venture (CAPSA) avec notre partenaire le Groupe Changan.

En complément de l'accroissement de notre présence géographique, notre développement s'est poursuivi sur l'axe technologique, orienté principalement sur la réduction des émissions polluantes. C'est ainsi que PSA Peugeot Citroën a développé un petit moteur 3 cylindres essence à vocation mondiale et mis sur le marché, en 1^{re} mondiale, la technologie Hybrid4 diesel.

Ces atouts stratégiques sont essentiels pour rester un acteur majeur parmi les constructeurs automobiles. Pour supporter les coûts de développement et d'industrialisation, il convient notamment de poursuivre notre déploiement sur les différentes zones géographiques et accroître les parts de marché de nos deux marques Peugeot et Citroën.

Face aux enjeux financiers et technologiques d'envergure auxquels il est confronté, le Groupe s'est engagé début 2012 dans une Alliance stratégique majeure avec General Motors, premier constructeur

mondial, afin de bénéficier de synergies importantes par le partage de plates-formes de véhicules, et afin de réduire ses coûts par la création d'une joint-venture d'achats à l'échelle mondiale. Cette Alliance doit permettre au Groupe de déployer sa stratégie de globalisation et de montée en gamme, tout en préservant son indépendance.

L'augmentation de capital liée à cette Alliance, à laquelle a souscrit de façon significative l'actionnaire de référence, montrant ainsi sa confiance dans le Groupe et dans cet accord stratégique, contribuera à préparer nos futurs projets communs, gages de croissance et de globalisation pour notre Groupe.

Votre Conseil de Surveillance, avec l'aide de ses différents comités, a suivi de près la marche du Groupe et notamment les travaux d'élaboration de l'Alliance avec General Motors qu'il a approuvée.

Afin de renforcer sa composition, mais aussi de compter, en cette période tourmentée, sur toutes les compétences et expériences acquises durant ces dernières années, le Conseil de Surveillance vous propose de nommer comme nouveaux membres du Conseil Madame Dominique Reiniche et Monsieur Thierry Pilenko, et de renouveler les mandats de MM. Jean-Louis Silvant, Joe Toot et Ernest-Antoine Seillière. Il vous est ainsi proposé de passer le nombre de membres du Conseil de 12 à 14 et, afin d'appliquer les meilleures règles de gouvernance, de réduire le mandat des membres du Conseil de six à quatre ans.

Les autres résolutions proposées par le Directoire ont été soumises au Conseil de Surveillance qui vous engage à les approuver.

Afin de compléter l'équipe de direction, face aux enjeux qu'elle doit relever, le Conseil de Surveillance, lors de sa réunion du 13 mars 2012, a nommé deux nouveaux membres du Directoire, M. Jean-Baptiste de Chatillon et M. Jean-Christophe Quémard.

Ainsi mieux préparé, et avec d'intéressantes et nouvelles perspectives de développement, le Groupe sera mieux armé pour traverser la crise européenne actuelle, et poursuivre sa stratégie de croissance mondiale, de rentabilité et d'indépendance.

COMMENT PARTICIPER À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ?

QUI PEUT PARTICIPER À L'ASSEMBLÉE ?

Vous pouvez **assister personnellement** à l'Assemblée Générale ou bien **voter par correspondance ou par procuration**.

Les deux conditions requises sont :

- la détention d'actions Peugeot S.A. (quel que soit le nombre en votre possession) ;
- la justification de votre qualité d'actionnaire **au plus tard le vendredi 20 avril 2012 à 0h00, heure de Paris**.

VOTRE PARTICIPATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EST FACILITÉE

Vous n'avez pas besoin d'immobiliser vos titres pour participer à l'Assemblée Générale.

SI VOS ACTIONS SONT **NOMINATIVES**

(compte nominatif pur ou nominatif administré)

Votre qualité d'actionnaire résulte de l'inscription de vos actions dans le registre des actionnaires nominatifs tenu par Peugeot S.A.

Vous n'avez donc **aucune démarche particulière** à faire pour apporter cette preuve.

SI VOS ACTIONS SONT AU **PORTEUR**

(compte titres ou PEA tenus par une banque, un intermédiaire financier)

Votre qualité d'actionnaire est certifiée par « **l'attestation de participation** » délivrée par la banque ou l'intermédiaire financier gestionnaire de votre compte titres.

Elle atteste que vous êtes bien actionnaire **trois jours ouvrés avant la date de l'Assemblée**.

Votre banque ou votre intermédiaire financier établira cette attestation et la joindra à votre demande de carte d'admission ou à votre formulaire de vote/procuration, lors de la transmission de votre formulaire à la Société Générale – Service des Assemblées.

En cas de vente de tout ou partie de vos titres, alors que vous auriez déjà effectué les démarches de participation à l'Assemblée, c'est votre banque ou votre intermédiaire financier qui se chargera de faire annuler votre participation à notre Assemblée.

COMMENT VOUS INFORMER ?

Les actionnaires peuvent se procurer les documents relatifs à l'Assemblée prévus aux articles R. 225-83 et R. 225-88 du Code de commerce par simple demande adressée à la Société Générale – Service des Assemblées. Ces documents sont également mis à la disposition des actionnaires au siège social de la société.

Dans ce cadre, le document de référence 2011 est à votre disposition sur simple demande.

Vous pouvez également consulter le document de référence 2011 sur le site www.psa-peugeot-citroen.com.

COMMENT TRANSMETTRE VOS QUESTIONS ÉCRITES AU PRÉSIDENT DU DIRECTOIRE (AU PLUS TARD LE 19 AVRIL 2012) ?



PAR LETTRE RECOMMANDÉE AVEC ACCUSÉ DE RÉCEPTION :

PSA Peugeot Citroën
Communication Financière
75, avenue de la Grande-Armée
75116 Paris



PAR E-MAIL : communication-financiere@mpsa.com

Votre demande doit être accompagnée d'une attestation d'inscription en compte.

Les réponses aux questions écrites pourront être publiées directement sur le site Internet de la société, <http://www.psa-peugeot-citroen.com/Actionnaire>, Rubrique Assemblée Générale.

COMMENT TRANSMETTRE VOS DEMANDES D'INSCRIPTION À L'ORDRE DU JOUR DE POINTS OU DE PROJETS DE RÉOLUTION ?

Les actionnaires remplissant les conditions légales et réglementaires peuvent effectuer des demandes d'inscription à l'ordre du jour de points ou de projets de résolutions.

Les **demandes d'inscription à l'ordre du jour de points ou de projets de résolutions** présentés par les actionnaires doivent être envoyées au siège social par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au Président du Directoire ou par voie électronique à l'adresse communication-financiere@mpsa.com à compter de la publication du présent avis et doivent parvenir à la société au plus tard vingt-cinq jours avant l'Assemblée Générale, soit **au plus tard le 31 mars 2012**.

Les actionnaires devront joindre à leur demande les documents requis par les dispositions légales et réglementaires.

Les projets de résolution présentés, ainsi que la liste des points ajoutés, à l'ordre du jour, le cas échéant par les actionnaires, seront publiés sur le site Internet de la société, <http://www.psa-peugeot-citroen.com/Actionnaire>, Rubrique Assemblée Générale.

COMMENT VOTER ?

VOUS DÉSIREZ ASSISTER À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Pour faciliter votre accès à l'Assemblée, vous pouvez demander une carte d'admission. Il vous suffit pour cela de cocher la **case A** en partie supérieure du formulaire, de dater et signer en bas du formulaire, d'inscrire vos nom, prénom et adresse en bas à droite du formulaire ou de les vérifier s'ils y figurent déjà.

Pour les actions inscrites au nominatif, vous transmettez votre demande, directement, à l'aide de l'enveloppe-réponse T jointe au pli de convocation.

Pour les actions inscrites au porteur, vous transmettez votre demande à votre banque ou intermédiaire financier gestionnaire de votre compte-titres, qui joindra l'attestation de participation avant de les faire suivre à la Société Générale – Service des Assemblées, BP 81236, 44312 Nantes cedex 3.

La demande doit être faite le plus tôt possible.

UNE CARTE D'ADMISSION VOUS SERA ADRESSÉE.

VOUS NE POUVEZ PAS ASSISTER À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Pour voter, vous avez le choix entre trois options :

1 VOTER PAR CORRESPONDANCE

- cochez la **case 1** du formulaire ;
- indiquez votre vote ;
- **datez et signez** en bas du formulaire..

Si vous désirez voter « contre » une résolution ou vous « abstenir » (l'abstention étant assimilée à un vote contre), vous noircissez la case correspondant au numéro de la résolution concernée. Vous ne noircissez aucune case si vous votez « pour » à chaque résolution.

2 DONNER PROCURATION À VOTRE CONJOINT, À VOTRE PARTENAIRE AVEC LEQUEL VOUS AVEZ CONCLU UN PACTE CIVIL DE SOLIDARITÉ, À UN AUTRE ACTIONNAIRE OU À TOUTE AUTRE PERSONNE PHYSIQUE OU MORALE DE VOTRE CHOIX

- cochez la **case 3** du formulaire ;
- précisez l'identité (nom, prénom) et l'adresse de la personne qui vous représentera ;
- **datez et signez** en bas du formulaire.

Pour les actions inscrites au nominatif,

vous transmettez votre demande, directement, à l'aide de l'enveloppe-réponse T jointe au pli de convocation.

Pour les actions inscrites au porteur,

vous transmettez votre formulaire à votre banque ou intermédiaire financier gestionnaire de votre compte-titres, qui joindra l'attestation de participation avant de les faire suivre à la Société Générale – Service des Assemblées.

3 DONNER PROCURATION AU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE (LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE) OU SANS INDICATION DE MANDATAIRE

- cochez la **case 2** du formulaire ;
- **datez et signez** en bas du formulaire.

Il est précisé que pour toute procuration d'un actionnaire sans indication de mandataire, le Président de l'Assemblée émettra un vote favorable à l'adoption de projets de résolutions présentés ou agréés par le Directoire et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolutions.

Conformément à l'article R. 225-79 du Code de commerce, la notification à la société de la désignation et de la révocation d'un mandataire (nom, prénom et adresse de l'actionnaire et du mandataire) peut s'effectuer par voie électronique à l'adresse psa-ag-mandataire@mpsa.com, trois jours au moins avant la date de l'Assemblée, **soit le 22 avril 2012**.

COMMENT REMPLIR LE FORMULAIRE ?

Votre choix peut porter sur les possibilités suivantes :

Vous désirez assister à l'Assemblée :

Cochez la **case A**

Vous désirez voter par correspondance ou être représenté à l'Assemblée :

Remplissez un des trois **cadres 1, 2 ou 3** ci-dessous

Vous êtes actionnaire au porteur :

Vous devez faire établir une attestation de participation par votre teneur de compte qui la joindra à ce formulaire.

A **IMPORTANT : Avant d'exercer votre choix, veuillez prendre connaissance des instructions situées au verso - Important : Before selecting please refer to instructions on reverse side**
Quelle que soit l'option choisie, noircir comme ceci la ou les cases correspondantes, dater et signer au bas du formulaire - Whichever option is used, shade box(es) like this. I, date and sign at the bottom of the form
A. Je désire assister à cette assemblée et demande une carte d'admission : dater et signer au bas du formulaire. / I wish to attend the shareholder's meeting and request an admission card: date and sign at the bottom of the form.
B. J'utilise le formulaire de vote par correspondance ou par procuration ci-dessous, selon l'une des 3 possibilités offertes / I prefer to use the postal voting form or the proxy form as specified below.

PSA PEUGEOT CITROËN
 Société Anonyme à Directoire et Conseil de surveillance
 au capital de 234 049 344 € porté à 354 848 992 €*
 Siège social : 75, avenue de la Grande Armée
 75116 PARIS
 B 552 100 554 R.C.S. PARIS - Siret 552 100 554 00021

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE
 du 25 avril 2012 à 10 heures au siège social de Peugeot S.A.
 75 avenue de la Grande Armée - PARIS 16^e
COMBINED GENERAL MEETING
 called on April 25, 2012 at 10 a.m. to the Company's head office Peugeot S.A.
 75, avenue de la Grande Armée - PARIS 16^e

CADRE RÉSERVÉ À LA SOCIÉTÉ - FOR COMPANY'S USE ONLY
 Identifiant - Account
 Nominatif / Registered VS / Single vote
 VD / Double vote
 Nombre d'actions / Number of shares
 Porteur - Bearer
 Nombre de voix - Number of voting rights

1 JE VOTE PAR CORRESPONDANCE // I VOTE BY POST
 Cf. au verso (2) - See reverse (2)
 Je vote OUI à tous les projets de résolutions présentés ou agréés par le Conseil d'Administration ou le Directoire ou la Gérance, à l'EXCEPTION de ceux que je signale en notifiant comme ceci la case correspondante et pour lesquels je vote NON ou je m'abstiens.
 I vote YES all the draft resolutions approved by the Board of Directors, EXCEPT those indicated by a shaded box - like this ☒, for which I vote NO or I abstain.
 Sur les projets de résolutions non agréés par le Conseil d'Administration ou le Directoire ou la Gérance, je vote en notifiant comme ceci la case correspondant à mon choix.
 On the draft resolutions not approved by the Board of Directors, I cast my vote by shading the box of my choice - like this ☒.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	A	Qu'il/Yes	Non/No	Abst/Abs	F	Qu'il/Yes	Non/No	Abst/Abs
10	11	12	13	14	15	16	17	18	B	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	G	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
19	20	21	22	23	24	25	26	27	C	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	H	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
28	29	30	31	32	33	34	35	36	D	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	J	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
37	38	39	40	41	42	43	44	45	E	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	K	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Si des amendements ou des résolutions nouvelles étaient présentés en assemblée / In case amendments or new resolutions are proposed during the meeting
 - Je donne pouvoir au Président de l'assemblée générale de voter en mon nom. / I appoint the Chairman of the general meeting to vote on my behalf
 - Je m'abstiens (l'abstention équivaut à un vote contre). / I abstain from voting (is equivalent to vote NO)
 - Je donne procuration [cf. au verso renvoi (4)] à M. / Mme ou Mlle, Raison Sociale pour voter en mon nom. / I appoint [see reverse (4)] Mr, Mrs or Miss, Corporate Name to vote on my behalf

Pour être prise en considération, toute formule doit parvenir au plus tard :
 In order to be considered, this completed form must be returned at the latest:

sur 1^{ère} convocation / on 1st notification 22 Avril 2012 / April 22nd, 2012
 à la BANQUE / to the Bank
 à la SOCIÉTÉ / to the Company

sur 2^{ème} convocation / on 2nd notification 22 Avril 2012 / April 22nd, 2012

2 JE DONNE POUVOIR AU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
 Cf. au verso (3)
 I HEREBY GIVE MY PROXY TO THE CHAIRMAN OF THE GENERAL MEETING
 See reverse (3)

3 JE DONNE POUVOIR À : Cf. au verso (4)
 I HEREBY APPOINT: See reverse (4)
 M. / Mme ou Mlle, Raison Sociale / Mr, Mrs or Miss, Corporate Name
 Adresse / Address

ATTENTION : s'il s'agit de titres au porteur, les présentes instructions ne seront valides que si elles sont directement retournées à votre banque.
CAUTION : if it is about bearer securities, the present instructions will be valid only if they are directly returned to your bank.

Nom, prénom, adresse de l'actionnaire (si ces informations figurent déjà, les vérifier et les rectifier éventuellement). Cf au verso (1)
 Surname, first name, address of the shareholder (if this information is already supplied, please verify and correct if necessary). See reverse (1)

Quel que soit votre choix, datez et signez ici.

Inscrivez ici vos nom, prénom et adresse ou vérifiez-les s'ils y figurent déjà

Date & Signature

Vous désirez voter par correspondance

Cochez ici et suivez les instructions.

Vous désirez donner pouvoir au président de l'Assemblée :

Cochez ici.

Vous désirez donner pouvoir à une personne dénommée qui sera présente à l'Assemblée :

Cochez ici et inscrivez les coordonnées de cette personne.

ORDRE DU JOUR

ASSEMBLÉE DÉLIBÉRANT COMME ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

- Approbation des comptes sociaux de l'exercice 2011.
- Approbation des comptes consolidés de l'exercice 2011.
- Affectation des résultats.
- Approbation du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés.
- Nomination d'un membre du Conseil de Surveillance (Mme Dominique REINICHE).
- Nomination d'un membre du Conseil de Surveillance (M. Thierry PILENKO).
- Renouvellement du mandat d'un membre du Conseil de Surveillance (M. Jean-Louis SILVANT).
- Renouvellement du mandat d'un membre du Conseil de Surveillance (M. Joseph F. TOOT Jr.).
- Renouvellement du mandat d'un membre du Conseil de Surveillance (M. Ernest-Antoine SEILLIERE de LABORDE).
- Autorisation d'un programme de rachat d'actions.

ASSEMBLÉE DÉLIBÉRANT COMME ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

- Modification de l'article 10 I des statuts.
- Autorisation donnée au Directoire de réduire le capital par voie d'annulation d'actions rachetées par la société dans la limite de 10 % du capital.
- Autorisation donnée au Directoire à l'effet de procéder à des attributions gratuites d'actions existantes sous conditions de performance.
- Délégation de compétence donnée au Directoire à l'effet d'émettre des bons de souscription d'actions en période d'offre publique portant sur les titres de la société.
- Pouvoirs pour formalités.

RAPPORT DU DIRECTOIRE SUR LES PROJETS DE RÉSOLUTIONS PRÉSENTÉES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 25 AVRIL 2012

Mesdames, Messieurs, Chers Actionnaires,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale mixte (ordinaire et extraordinaire) afin de vous prononcer sur divers projets de résolutions exposés ci-après.

Nous vous rappelons que les diverses informations devant figurer dans le rapport annuel et dans le rapport de gestion du Directoire sont incluses dans le document de référence 2011 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) le 5 mars 2012 et mis à votre disposition conformément aux dispositions légales et réglementaires, notamment sur le site Internet du groupe PSA Peugeot Citroën (www.psa-peugeot-citroen.com). Pour de plus amples détails, nous vous invitons à consulter les tables de concordance figurant aux pages 402 et 403 du document de référence 2011, qui renvoient aux paragraphes pertinents du document de référence 2011.

RÉSOLUTIONS DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

I. APPROBATION DES COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE 2011 ET AFFECTATION DES RÉSULTATS

(PREMIÈRE, DEUXIÈME ET TROISIÈME RÉSOLUTIONS)

Nous vous proposons d'approuver les comptes sociaux ([première résolution](#)) et consolidés ([deuxième résolution](#)) de Peugeot SA (la « Société ») au titre l'exercice clos le 31 décembre 2011, tels qu'ils vous auront été présentés.

Les comptes sociaux de la Société au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011 font ressortir un bénéfice de 444 119 935,37 euros contre un bénéfice de 647 883 601 euros au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Les comptes consolidés font ressortir un résultat net part du Groupe de 588 millions d'euros, contre un résultat de 1 134 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Les informations détaillées concernant les comptes annuels pour l'exercice 2011, ainsi que la marche des affaires sociales au cours de l'exercice 2011, figurent dans le Document de Référence 2011 aux pages 9 à 11, 79 à 98, 109 à 126 et 221 à 367.

La [troisième résolution](#) a pour objet de décider de l'affectation du résultat de l'exercice 2011, qui fait ressortir un bénéfice de 444 119 935,37 euros.

Le Directoire rappelle à l'Assemblée Générale que le bénéfice distribuable est composé du résultat de l'exercice majoré du report à nouveau bénéficiaire de l'exercice précédent d'un montant de 1 698 236 450,41 euros, soit au total 2 142 356 385,78 euros.

Compte tenu des résultats du Groupe en 2011 et afin d'affecter en priorité les ressources financières au développement du Groupe, il vous est proposé d'affecter le bénéfice distribuable au compte « Report à nouveau », dont le solde bénéficiaire serait porté à 2 142 356 385,78 euros.

Il est rappelé qu'aucun dividende n'a été versé au titre des exercices 2008 et 2009, le dividende versé au titre de l'exercice 2010 s'étant élevé à 1,10 euro par action.

II. APPROBATION DU RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS RÉGLEMENTÉS

(QUATRIÈME RÉSOLUTION)

La [quatrième résolution](#) a pour objet de soumettre à votre approbation, conformément aux dispositions de l'article L. 225-88 du Code de commerce, le rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements dits « réglementés », visés aux articles L. 225-86 et L. 225-90-1 du Code de commerce et conclus ou poursuivis par la Société au cours de l'exercice 2011.

Il est ainsi soumis à votre approbation une convention réglementée, au sens de l'article L. 225-86 du Code de commerce, autorisée et conclue au cours de l'exercice 2011.

Lors de sa réunion du 26 juillet 2011, le Conseil de Surveillance a autorisé la société à se porter caution solidaire et indivisible de la

société Peugeot Citroën Automobiles SA pour le paiement de toutes sommes, en principal, intérêts et accessoires dues par cette dernière au titre d'un crédit de 125 000 000 d'euros octroyé par la Banque Européenne d'Investissement pour le projet portant sur la production de véhicules du segment A et B sur les sites de production de Kolin (République Tchèque) et de Trnava.

Le contrat de cautionnement a été conclu entre la Société et la Banque Européenne d'Investissement le 16 novembre 2011.

Nous vous précisons qu'aucun engagement réglementé au sens de l'article L. 225-90-1 du Code de commerce n'a été pris par la Société au bénéfice de mandataires sociaux au cours de l'exercice 2011 et jusqu'au 5 mars 2012.

Le rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés figure à la page 218 du Document de Référence 2011.

III. NOMINATIONS ET RENOUVELLEMENT DE MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

(CINQUIÈME, SIXIÈME, SEPTIÈME, HUITIÈME ET NEUVIÈME RÉSOLUTIONS)

Par les cinquième et sixième résolutions et afin de poursuivre la politique de féminisation et d'accroître la présence de membres indépendants, il est proposé de nommer deux nouveaux membres au Conseil, Madame Dominique Reiniche et Monsieur Thierry Pilenko.

Ces derniers feraient bénéficier le Conseil de Surveillance de leur longue expérience managériale et opérationnelle, acquise dans plusieurs groupes internationaux, et contribueraient ainsi à enrichir les compétences du Conseil.

Par ailleurs, les mandats de membres du Conseil de Surveillance de MM. Jean-Louis Silvant, Joseph F. Toot et Ernest-Antoine Seillière de Laborde arrivent à expiration à l'issue de la présente Assemblée Générale. Afin de permettre au Conseil de continuer de bénéficier de leur expertise et de leur connaissance du Groupe, le renouvellement de ces membres est proposé à l'Assemblée par les septième, huitième et neuvième résolutions.

Comme cela est indiqué dans le Rapport du Président du Conseil de Surveillance qui figure à la page 169 du Document de Référence 2011, le Conseil de Surveillance a procédé, lors de sa séance du 14 février 2012, à l'examen au cas par cas de la situation de chacun des membres du Conseil de Surveillance au regard des critères d'indépendance retenus par le Groupe. Sur la base de ces critères, le Conseil de Surveillance considère que MM. Jean-Louis Silvant, Joseph F. Toot et Ernest-Antoine Seillière de Laborde sont tous trois indépendants.

Après adoption des cinquième à neuvième résolutions, le Conseil de Surveillance comporterait donc 9 membres indépendants sur 14 et, par ailleurs, une proportion de femmes supérieure à 20 pourcent.

Les statuts de la Société limitant à ce jour le nombre de membres au Conseil à 12, le renouvellement de MM. Joseph F. Toot et Ernest-Antoine Seillière de Laborde sera conditionné à l'adoption par l'Assemblée de la onzième résolution qui prévoit de porter le nombre maximum de membres au Conseil de 12 à 14 membres.

La onzième résolution prévoit également de réduire la durée du mandat des membres du Conseil de 6 à 4 ans. En cas d'adoption de cette résolution, les mandats des personnes dont le renouvellement ou la nomination auront été votés seront fixés à une durée 4 ans, qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée en 2016 à statuer sur les comptes de l'exercice 2015. À défaut d'adoption de la onzième résolution, leurs mandats seront d'une durée de 6 ans, qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée en 2018 à statuer sur les comptes de l'exercice 2017.

Les renseignements relatifs à l'expérience professionnelle des personnes dont le renouvellement ou la nomination sont proposés et au nombre d'actions qu'ils détiennent sont détaillés dans la brochure Avis de Convocation, qui est accessible sur l'espace Actionnaires du site Internet du groupe PSA Peugeot Citroën (www.psa-peugeot-citroen.com).

IV. AUTORISATION D'UN PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS

(DIXIÈME RÉSOLUTION)

Par la dixième résolution, il vous est proposé de renouveler l'autorisation de rachat d'actions de la Société, qui avait été donnée par l'Assemblée du 31 mai 2011 et qui vient à expiration le 30 novembre 2012.

La précédente autorisation a été utilisée en août 2011, permettant au Groupe de racheter 10 000 000 actions de la Société. Au 31 décembre 2011, le Groupe détenait ainsi 17 187 450 actions propres, représentant 7,34 % du capital.

L'autorisation porterait sur un maximum de 22 696 289 actions, correspondant au nombre de titres qui pourraient être rachetés compte tenu du plafonnement légal des titres en auto-détention à 10 % du capital, du montant du capital et du nombre de titres détenus à l'issue de l'augmentation du capital réalisée en mars 2012. Le prix maximum d'achat des actions dans le cadre de cette autorisation serait fixé à 30 euros.

Ces interventions seraient réalisées par tous moyens, en bourse ou de gré à gré, conformément aux dispositions de l'article L. 225-209 du Code de commerce et des règles édictées par l'Autorité des Marchés Financiers. Ces opérations pourraient être réalisées à tout moment, à l'exclusion des périodes d'offre publique sur le capital de la Société.

Les finalités de ce programme de rachat d'actions seraient : la réduction du capital de la Société, la couverture des plans d'options d'achat d'actions, l'attribution gratuite d'actions sous conditions de performance, la cession ou la remise d'actions dans le cadre d'opérations d'actionnariat salarié, la remise d'actions dans le cadre d'opérations financières donnant accès au capital, le recours à un prestataire de services d'investissement afin d'assurer la liquidité ou d'animer le marché du titre de la Société ou la remise dans le cadre d'opérations de croissance externe, de fusion, de scission ou d'apport.



Conformément aux dispositions des articles 241-1 à 241-6 du Règlement général de l'AMF, le descriptif de ce programme sera publié, préalablement à toute mise en œuvre, sur le site Internet du groupe PSA Peugeot Citroën (www.psa-peugeot-citroen.com), ainsi que le site Internet de l'AMF (www.amf-france.org).

Cette autorisation serait consentie pour une durée maximale de dix-huit mois à compter de la présente Assemblée, soit jusqu'au 25 octobre 2013.

Les informations relatives à l'utilisation du programme de rachat d'actions au cours de l'exercice écoulé figurent aux pages 350 à 352 du Document de Référence 2011.

RÉSOLUTIONS DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

V. MODIFICATION DE L'ARTICLE 10 I DES STATUTS

(ONZIÈME RÉSOLUTION)

La **onzième résolution** porte sur la modification de l'article 10 I des statuts de la Société afin de porter le nombre maximum de membres au Conseil de Surveillance de 12 à 14 et de réduire la durée du mandat des membres de 6 à 4 ans.

La réduction de la durée du mandat des membres du Conseil de Surveillance à 4 ans qui vous est proposée serait conforme aux recommandations de place, et notamment à celle figurant dans le Code AFEP-MEDEF, qui préconise une durée du mandat des membres du Conseil de Surveillance de 4 ans maximum.

Elle s'appliquerait aux mandats prenant effet à compter de la date de la présente Assemblée Générale mixte.

Par ailleurs, l'augmentation du nombre de membres du Conseil de Surveillance permettrait à la Société de bénéficier d'expertises plus variées, d'assurer une plus grande diversité dans la composition du Conseil de Surveillance et renforcerait la capacité de la société à faire face à la multiplicité des enjeux dans l'environnement actuel, compte tenu à la fois de la situation des marchés automobiles et des perspectives ouvertes par l'alliance stratégique globale conclue avec le groupe General Motors.

VI. AUTORISATION DONNÉE AU DIRECTOIRE DE RÉDUIRE LE CAPITAL PAR VOIE D'ANNULATION D' ACTIONS RACHETÉES PAR LA SOCIÉTÉ

(DOUZIÈME RÉSOLUTION)

La **douzième résolution** renouvelle l'autorisation donnée au Directoire de procéder à la réduction du capital par voie d'annulation de toute ou partie des actions que la société détient ou pourra détenir en conséquence de toute autorisation de rachat d'actions conférée par l'Assemblée notamment au titre de la dixième résolution, dans la limite de 10 % du capital de la société par périodes de vingt-quatre mois.

La durée de l'autorisation serait portée de 18 à 24 mois, conformément aux dispositions légales applicables. Cette autorisation se substituerait à celle votée lors de l'Assemblée Générale du 31 mai 2011, au titre de laquelle le Directoire n'a procédé à aucune annulation d'actions au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

VII. AUTORISATION DONNÉE AU DIRECTOIRE À L'EFFET DE PROCÉDER À DES ATTRIBUTIONS GRATUITES D' ACTIONS EXISTANTES SOUS CONDITIONS DE PERFORMANCE

(TREIZIÈME RÉSOLUTION)

Par la **treizième résolution**, il vous est proposé de renouveler l'autorisation conférée au Directoire de procéder, en une ou plusieurs fois, à des attributions gratuites d'actions existantes de la Société, sous conditions de performance, au profit de membres du personnel salarié et/ou de mandataires sociaux de la Société ou de sociétés et groupements d'intérêt économique qui lui sont liés au sens de l'article

L. 225-197-2 du Code de commerce, et ce dans la limite de 0,85 % du capital social, soit un pourcentage équivalent à celui qui résultait de l'autorisation précédemment conférée par la huitième résolution de l'Assemblée Générale mixte du 2 juin 2010. L'objectif de cette résolution est de permettre d'associer plus étroitement les dirigeants et collaborateurs à la performance économique du Groupe.

L'attribution des actions aux bénéficiaires serait soumise, d'une part à une période d'acquisition d'au moins deux années suivie d'une période de conservation minimale de deux années (sauf en cas de période d'acquisition supérieure à quatre années), et d'autre part, à la condition d'une présence effective dans le Groupe à l'issue de la période d'acquisition sauf cas particuliers définis dans le plan d'attribution (i.e. décès, invalidité...). L'attribution des actions permettrait ainsi de fidéliser les divers talents du Groupe en les associant à la performance à moyen terme du titre Peugeot S.A.

Pour l'ensemble des bénéficiaires, l'acquisition définitive des actions attribuées gratuitement serait soumise à des conditions de performance, déterminées par le Directoire en accord avec le Conseil de Surveillance, évaluées sur plusieurs années et fixées par référence à des objectifs internes et externes au Groupe. Pour mémoire, les actions gratuites octroyées au titre du plan d'attribution décidé en 2010 seront acquises à chaque bénéficiaire si le résultat opérationnel courant du Groupe, hors Faurecia, mais incluant la part Chine mise en équivalence, atteint un niveau déterminé.

L'attribution définitive des actions à chaque bénéficiaire pourrait être nulle, partielle ou totale, en fonction du niveau d'atteinte des objectifs définis dans le plan d'attribution d'actions gratuites.

Conformément à la réglementation applicable, pour toute attribution gratuite d'actions aux membres du Directoire, le Conseil de Surveillance soit décidera que ces actions ne pourront pas être cédées par les intéressés avant la cessation de leurs fonctions, soit fixera la quantité de ces actions qu'ils seront tenus de conserver au nominatif jusqu'à la cessation de leurs fonctions.

En application des dispositions de l'article L. 225-197-4 du Code de commerce, un rapport du Directoire rendra compte, le cas échéant, des opérations intervenues en exécution de cette autorisation.

Il n'a été procédé à aucune attribution gratuite d'actions au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Il convient de noter qu'il n'est pas proposé de renouveler l'autorisation de consentir des options d'achat d'actions de la société.

Cette autorisation serait donnée pour une durée de quatorze mois expirant au 25 juin 2013.

VIII. DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE DONNÉE AU DIRECTOIRE À L'EFFET D'ÉMETTRE DES BONS DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS EN PÉRIODE D'OFFRE PUBLIQUE PORTANT SUR LES TITRES DE LA SOCIÉTÉ

(QUATORZIÈME RÉSOLUTION)

Par la [quatorzième résolution](#), il vous est proposé de renouveler la délégation de compétence conférée au Directoire aux termes de la vingtième résolution par l'Assemblée Générale mixte du 31 mai 2011.

En application des articles L. 233-32 II et L. 233-33 du Code de commerce, cette délégation permettrait au Directoire d'émettre au profit des actionnaires, en période d'offre publique non sollicitée portant sur les titres de la Société, des bons de souscription d'action à conditions préférentielles et à les attribuer gratuitement aux actionnaires de la Société ayant cette qualité avant l'expiration de la période d'offre publique.

Cette résolution tend à donner à la Société les outils aux fins de chercher la pleine valorisation de ses titres, dans l'hypothèse où le prix proposé dans le cadre de l'offre publique serait considéré comme insuffisant, en incitant l'initiateur à renchérir le prix de son offre ou à renoncer à son offre.

Ce mécanisme est strictement encadré par la loi et le Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers. Conformément à la loi, cette délégation de compétence serait subordonnée au « principe

de réciprocité » et ne pourrait être mise en œuvre que dans le cas où une offre publique serait le fait d'une entité qui elle-même n'aurait pas l'obligation – si elle faisait l'objet d'une offre – d'obtenir l'approbation de l'Assemblée pour prendre des mesures de défense pendant l'offre, ou qui est contrôlée par une entité qui n'applique pas cette obligation.

Ces bons deviendraient caducs de plein droit dès que l'offre ou toute autre offre concurrente éventuelle échouerait, deviendrait caduque ou serait retirée.

Le montant nominal maximum prévu pour l'augmentation de capital qui pourrait résulter de l'exercice des bons de souscription d'actions s'ils étaient émis serait de 260 millions d'euros et le nombre maximum de bons de souscription pouvant être émis ne pourrait excéder un nombre égal au nombre d'actions composant le capital social lors de l'émission des bons.

Cette autorisation serait donnée pour une durée expirant à la fin de la période d'offre de toute offre publique visant la société et déposée dans les dix-huit mois à compter de l'Assemblée.

IX. POUVOIRS

(QUINZIÈME RÉSOLUTION)

La [quinzième résolution](#) est une résolution usuelle qui concerne la délivrance des pouvoirs nécessaires à l'accomplissement des publicités et des formalités légales.

Si ces diverses propositions vous agréent, nous vous demandons de bien vouloir les adopter par le vote des résolutions dont il vous sera donné lecture.

Le Directoire

TEXTE DES PROJETS DE RÉSOLUTIONS

Dix résolutions sont proposées à l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires délibérant comme Assemblée Générale ordinaire et cinq résolutions sont soumises à l'Assemblée délibérant comme Assemblée Générale extraordinaire.

ASSEMBLÉE DÉLIBÉRANT COMME ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

PREMIÈRE RÉSOLUTION

APPROBATION DES COMPTES SOCIAUX DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2011 FAISANT RESSORTIR UN BÉNÉFICE DE 444 119 935,37 EUROS

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une Assemblée Générale ordinaire, après avoir pris connaissance des comptes annuels, des rapports du Directoire et du Conseil de Surveillance ainsi que du rapport établi par les Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels de l'exercice

clos le 31 décembre 2011, approuve les comptes sociaux de l'exercice 2011 tels qu'ils lui ont été présentés et qui font ressortir un bénéfice s'élevant à 444 119 935,37 euros, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

DEUXIÈME RÉSOLUTION

APPROBATION DES COMPTES CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2011

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une Assemblée Générale ordinaire, après avoir pris connaissance des comptes consolidés, des rapports du Directoire et du Conseil de Surveillance ainsi que du rapport des Commissaires

aux Comptes sur les comptes consolidés, approuve les comptes consolidés de l'exercice 2011, tels qu'ils viennent de lui être présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

TROISIÈME RÉSOLUTION

AFFECTATION DES RÉSULTATS

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une Assemblée Générale ordinaire, après avoir pris connaissance des rapports du Directoire et du Conseil de Surveillance, constate que le bénéfice distribuable, constitué par le bénéfice de l'exercice 2011 de 444 119 935,37 euros, majoré du report à nouveau bénéficiaire de l'exercice précédent d'un montant de 1 698 236 450,41 euros, s'élève à la somme de 2 142 356 385,78 euros.

L'Assemblée Générale, sur proposition du Directoire, décide d'affecter le bénéfice distribuable au compte « Report à nouveau », dont le solde bénéficiaire sera porté à 2 142 356 385,78 euros.

Il est rappelé qu'aucun dividende n'a été versé au titre des exercices 2008 et 2009, le dividende versé au titre de l'exercice 2010 s'étant élevé à 1,10 euro par action.

APPROBATION DU RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS RÉGLEMENTÉS

Comptes sur les conventions et engagements réglementés,
approuve ce rapport et les conventions et engagements qui y sont
mentionnés.

NOMINATION D'UN MEMBRE DU CONSEIL DE SURVEILLANCE (MME DOMINIQUE REINICHE)

de quatre ans, qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée en 2016 à statuer sur les comptes de l'exercice 2015. À défaut d'adoption de la onzième résolution, le mandat de Madame Dominique REINICHE sera d'une durée de six ans, qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée en 2018 à statuer sur les comptes de l'exercice 2017.

comptes de l'exercice 2017.

NOMINATION D'UN MEMBRE DU CONSEIL DE SURVEILLANCE (M. THIERRY PILENKO)

ans, qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée en 2016 à statuer sur les comptes de l'exercice 2015. À défaut d'adoption de la onzième résolution, le mandat de Monsieur Thierry PILENKO sera d'une durée de six ans, qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée en 2018 à statuer sur les comptes de l'exercice 2017.

l'exercice 2017.

RENOUVELLEMENT DU MANDAT D'UN MEMBRE DU CONSEIL DE SURVEILLANCE (M. JEAN-LOUIS SILVANT)

quatre ans, qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée en 2016 à statuer sur les comptes de l'exercice 2015. À défaut d'adoption de la onzième résolution, le mandat de Monsieur Jean-Louis SILVANT sera d'une durée de six ans, qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée en 2018 à statuer sur les comptes de l'exercice 2017.

comptes de l'exercice 2017.

RENOUVELLEMENT DU MANDAT D'UN MEMBRE DU CONSEIL DE SURVEILLANCE (M. JOSEPH F. TOOT JR.)

Monsieur Joseph F. TOOT Jr. pour une durée de quatre ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée en 2016 à statuer sur les comptes de l'exercice 2015.

NEUVIÈME RÉSOLUTION

RENOUVELLEMENT DU MANDAT D'UN MEMBRE DU CONSEIL DE SURVEILLANCE (M. ERNEST-ANTOINE SEILLIERE)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une Assemblée Générale ordinaire, sous condition suspensive de l'adoption de la onzième résolution, renouvelle le mandat de membre du Conseil de Surveillance de

Monsieur Ernest-Antoine SEILLIERE pour une durée de quatre ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée en 2016 à statuer sur les comptes de l'exercice 2015.

DIXIÈME RÉSOLUTION

AUTORISATION DONNÉE AU DIRECTOIRE À L'EFFET DE PERMETTRE À LA SOCIÉTÉ D'OPÉRER SUR SES PROPRES ACTIONS DANS LA LIMITE DE 10 % DU CAPITAL

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une Assemblée Générale ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire, et conformément aux dispositions des articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce :

1. Autorise le Directoire, avec faculté de subdélégation, à acquérir ou faire, en une ou plusieurs fois et aux époques que le Directoire déterminera, des actions de la société, dans la limite de 22 696 289 actions, étant précisé que la société ne pourra à aucun moment détenir plus de 10 % de son capital.
2. Décide que ces actions pourront être acquises et conservées, dans le respect des conditions légales et réglementaires applicables, en vue :
 - (i) de réduire le capital de la société par voie d'annulation d'actions,
 - (ii) de céder des actions à des salariés et/ou des mandataires sociaux de la société ou de sociétés et/ou de groupements qui lui sont liés dans les conditions légales et réglementaires, lors de l'exercice d'options d'achat d'actions,
 - (iii) de procéder à l'attribution gratuite d'actions à des salariés et/ou des mandataires sociaux et/ou de la Société ou de sociétés ou de groupements qui lui sont liés dans les conditions légales et réglementaires,
 - (iv) de procéder à des opérations d'actionnariat salarié réservée aux adhérents à un plan d'épargne d'entreprise, réalisée dans les conditions des articles L. 3331-1 et suivants du Code du travail par cession des actions acquises préalablement par la société dans le cadre de la présente résolution, ou prévoyant une attribution gratuite de ces actions au titre d'un abondement en titres de la société et/ou en substitution de la décote,
 - (v) de remettre des actions lors de l'exercice de droits attachés à des titres financiers donnant droit, par conversion, remboursement, échange ou de toute autre manière, à l'attribution d'actions de la société,
 - (vi) d'assurer la liquidité ou d'animer le marché du titre de la société par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement agissant dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à une Charte de déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers,

(vii) de remettre des actions (à titre de paiement, d'échange ou d'apport) dans le cadre d'opérations de croissance externe, de fusion, de scission ou d'apport, dans les limites fixées par la réglementation applicable.

3. Décide que l'acquisition de ces actions, ainsi que leur cession ou transfert, pourront être effectués par tous moyens et à toute époque, sauf en période d'offre publique sur le capital de la société, dans les limites permises par la réglementation en vigueur, sur le marché ou hors marché, y compris par acquisition ou cession de blocs ou l'utilisation de tous instruments financiers optionnels ou dérivés, négociés sur un marché réglementé ou de gré à gré et notamment par toutes options d'achat.
4. Décide que le prix maximum d'achat est fixé à 30 euros par action, le Directoire ayant la faculté d'ajuster ce montant en cas d'opérations sur le capital de la Société, notamment d'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription ou par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission suivie de la création et de l'attribution gratuite d'actions ordinaires, de division ou de regroupement des actions ordinaires. Le montant maximal que la Société pourra affecter à la mise en œuvre de la présente résolution est fixé à 680 888 676 euros.
5. Confère tous pouvoirs au Directoire, avec faculté de subdélégation à toute personne habilitée par la loi, pour mettre en œuvre la présente autorisation, passer tous ordres sur tous marchés ou procéder à toute opération hors marché, conclure tous accords, établir tous documents, effectuer toutes démarches, déclarations et formalités auprès de toutes autorités et de tous organismes, affecter ou réaffecter les actions acquises aux différents objectifs dans les conditions légales et réglementaires applicables et, d'une manière générale, faire tout ce qui sera nécessaire pour l'exécution des décisions qui auront été prises par le Directoire dans le cadre de la présente autorisation.
6. Fixe à dix-huit mois à compter du jour de la présente Assemblée la durée de validité de la présente autorisation, laquelle se substitue, à compter de la date de la présente Assemblée, à l'autorisation conférée par l'Assemblée Générale mixte du 31 mai 2011 dans sa treizième résolution

ASSEMBLÉE DÉLIBÉRANT COMME ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

ONZIÈME RÉSOLUTION

MODIFICATION DE L'ARTICLE 10 I DES STATUTS

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire, décide de

modifier l'article 10 I des statuts comme suit afin d'augmenter le nombre maximum de membres du Conseil de Surveillance et de fixer la durée de leurs mandats à quatre ans :

Article 10 I (ancien)

I. Le Conseil de Surveillance est composé de trois membres au moins et de douze au plus.

(Reste de l'article inchangé)

Article 10 I (nouveau)

I. Le Conseil de Surveillance est composé de trois membres au moins et de quatorze membres au plus, nommés pour une durée de quatre ans expirant à l'issue de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat. Toutefois la durée des mandats en cours à la date de l'Assemblée Générale mixte du 25 avril 2012 est de six ans.

(Reste de l'article inchangé)

DOUZIÈME RÉSOLUTION

AUTORISATION DE RÉDUIRE LE CAPITAL PAR VOIE D'ANNULATION D' ACTIONS RACHETÉES PAR LA SOCIÉTÉ DANS LA LIMITE DE 10 % DU CAPITAL

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes :

1. Autorise le Directoire, dans les conditions prévues par l'article 9 des statuts, à procéder sur ses seules délibérations, en une ou plusieurs fois, à l'annulation de tout ou partie des actions de la Société que la Société détient ou qu'elle viendrait à détenir, dans la limite de dix pour cent du capital de la société par périodes de vingt-quatre mois.
2. Décide que la différence entre la valeur comptable des actions annulées et leur montant nominal sera imputée sur tous postes de réserves ou de primes.

3. Confère tous pouvoirs au Directoire, avec faculté de subdéléguer, pour procéder, s'il y a lieu, à une ou plusieurs réductions de capital en conséquence de l'annulation des actions précitées et en particulier modifier les statuts, effectuer toutes formalités de publicité et prendre toutes dispositions pour permettre directement ou indirectement la réalisation de cette ou ces réductions de capital.

4. Fixe à vingt-quatre mois à compter de la date de la présente Assemblée la durée de validité de la présente autorisation, laquelle se substitue, à compter de la date de la présente Assemblée, à l'autorisation conférée par l'Assemblée Générale mixte du 31 mai 2011 dans sa quatorzième résolution.

TREIZIÈME RÉSOLUTION

AUTORISATION DONNÉE AU DIRECTOIRE À L'EFFET DE PROCÉDER À DES ATTRIBUTIONS GRATUITES D' ACTIONS EXISTANTES SOUS CONDITIONS DE PERFORMANCE

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, conformément aux articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce :

1. Autorise le Directoire à procéder, en une ou plusieurs fois, au bénéfice des salariés, ou de certains d'entre eux, ainsi que des mandataires sociaux, ou de certains d'entre eux, de la Société ou des sociétés ou groupements d'intérêt économique qui lui sont

liés au sens de l'article L. 225-197-2 du Code de commerce, à des attributions gratuites d'actions existantes de la société.

2. Décide que le nombre d'actions ainsi attribuées ne pourra représenter plus de 0,85 % du capital social constaté au jour de la décision du Directoire, étant précisé que ce nombre maximal d'actions existantes ne tient pas compte du nombre d'actions supplémentaires qui pourraient être attribuées en raison d'un ajustement du nombre d'actions initialement attribuées à la suite d'une opération sur le capital de la Société.

3. Décide que :

- (i) l'attribution des actions à leurs bénéficiaires deviendra définitive au terme d'une période d'acquisition dont la durée sera fixée par le Directoire étant entendu que cette durée ne pourra être inférieure à deux ans ;
 - (ii) les bénéficiaires devront conserver lesdites actions pendant une durée fixée par le Directoire, étant précisé que le délai de conservation ne pourra être inférieur à deux ans à compter de l'attribution définitive des dites actions. Toutefois, l'Assemblée Générale autorise le Directoire, dans la mesure où la période d'acquisition pour tout ou partie d'une ou plusieurs attributions serait au minimum de quatre ans, à n'imposer aucune période de conservation pour les actions considérées. Pour autant que de besoin, il est rappelé que le Directoire pourra prévoir des durées de période d'acquisition et de conservation supérieures aux durées minimales fixées ci-dessus ; et
 - (iii) par dérogation à ce qui précède, l'attribution définitive pourra avoir lieu avant le terme de la période d'acquisition en cas d'invalidité des bénéficiaires correspondant au classement dans la deuxième ou la troisième des catégories prévues à l'article L. 341-4 du Code de la Sécurité sociale, et que, dans une telle hypothèse, les actions deviendront alors immédiatement librement cessibles.
4. Prend acte que, pour les actions qui seraient attribuées aux membres du Directoire, le Conseil de Surveillance pourra soit décider que les actions ne pourront être cédées avant la cessation

de leurs fonctions, soit fixer la quantité des actions devant être conservées au nominatif jusqu'à la cessation de leurs fonctions.

5. Confère tous pouvoirs au Directoire, avec faculté de subdélégation dans les limites et conditions légales et réglementaires, pour la mise en œuvre de la présente autorisation, et notamment :
- arrêter la liste des bénéficiaires et le nombre d'actions attribuées à chacun d'eux ;
 - fixer les conditions et critères d'attribution des actions et notamment les critères de performance à satisfaire pour que l'attribution devienne définitive ;
 - fixer et, le cas échéant, modifier, toutes les dates et modalités des attributions gratuites d'actions qui seraient effectuées en vertu de la présente autorisation ;
 - prévoir la faculté de suspendre provisoirement les droits à attribution dans les conditions prévues par la loi et les règlements applicables ;
 - prévoir la faculté de procéder, selon les modalités qu'il déterminera, le cas échéant, pendant la période d'acquisition, à tous ajustements de manière à préserver les droits des bénéficiaires en fonction des éventuelles opérations sur le capital de la société, et en particulier déterminer les conditions dans lesquelles le nombre d'actions attribuées gratuitement sera ajusté ;
 - et, plus généralement, faire le nécessaire.
6. Fixe à quatorze mois à compter du jour de la présente Assemblée la durée de validité de la présente autorisation.

QUATORZIÈME RÉSOLUTION

DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE DONNÉE AU DIRECTOIRE À L'EFFET D'ÉMETTRE DES BONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS EN PÉRIODE D'OFFRE PUBLIQUE PORTANT SUR LES TITRES DE LA SOCIÉTÉ

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes :

1. Délégué au Directoire, en application des dispositions des articles L. 233-32 II et L. 233-33 du Code de commerce, la compétence d'émettre, en une ou plusieurs fois, en cas d'offre publique portant sur les titres de la société, des bons permettant de souscrire, à des conditions préférentielles, à une ou plusieurs actions de la Société et d'attribuer gratuitement lesdits bons à tous les actionnaires de la Société ayant cette qualité avant l'expiration de la période d'offre publique, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera.
2. Fixe (i) à 260 000 000 euros le plafond du montant nominal de l'augmentation de capital pouvant résulter de l'exercice desdits bons, étant précisé que ce montant sera le cas échéant majoré du montant correspondant à la valeur nominale des titres nécessaires à la réalisation des ajustements susceptibles d'être effectués conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, pour préserver les droits des porteurs de ces bons, et décide que (ii) le nombre maximum de bons de souscription pouvant être émis en vertu de la présente délégation ne pouvant excéder un nombre égal au nombre d'actions composant le capital social lors de l'émission des bons.

3. Prend acte que les bons émis au titre de la présente délégation ne seront pas exerçables et deviendront caducs de plein droit dès que l'offre et toute offre concurrente éventuelle échoueraient, deviendraient caduques ou seraient retirées, et décide que, dans ce cas, la présente délégation sera réputée n'avoir pas été utilisée et conservera en conséquence tous ses effets, les bons ainsi devenus caducs n'étant pas pris en compte pour le calcul du nombre maximum de bons, tel qu'indiqué au point 2 ci-dessus, pouvant être émis au titre d'une utilisation ultérieure de la présente délégation.
4. Prend acte que la présente délégation emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions de la société auxquelles les bons de souscription émis en vertu de la présente résolution donneraient droit.
5. Donne tous pouvoirs au Directoire pour la mise en œuvre de la présente délégation, et notamment pour :
- fixer les conditions relatives à l'émission et à l'attribution gratuite de ces bons, avec faculté d'y surseoir ou d'y renoncer, et le nombre de bons à émettre ;
 - fixer les conditions d'exercice de ces bons, qui doivent être relatives aux termes de l'offre ou de toute offre concurrente éventuelle, ainsi que les autres caractéristiques de ces bons, et notamment le prix d'exercice ou les modalités de détermination de ce prix ;

- ## QUINZIÈME RÉOLUTION

0 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99

GOVERNEMENT D'ENTREPRISE

CONSEIL DE SURVEILLANCE

- PRÉSIDENT

- Thierry Peugeot

- **VICE-PRÉSIDENTS**

- Jean-Philippe Peugeot

• Jean-Louis Silvant

MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

- Marc Friedel

- Pamela Knapp

- Jean-Paul Parayre

- Robert Peugeot

- Henri Philippe Reichstul

- Marie-Hélène Roncoroni

- Geoffroy Roux de Bézieux

- Ernest-Antoine Seillière

- Joseph F. Toot Jr.

- **CENSEURS**

- François Michelin

- Roland Peugeot

DIRECTOIRE

- PRÉSIDENT

- Philippe Varin

MEMBRES DU DIRECTOIRE

Grégoire Olivier

- Guillaume Faury

- Frédéric Saint-Geours

Jean-Baptiste de Chatillon, à dater du 13 mars 2012

Jean-Christophe Quémard, à dater du 13 mars 2012

INFORMATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUR LES MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE DONT LA NOMINATION EST PROPOSÉE À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Dominique REINICHE

Nationalité française

Né le 13 juillet 1955

Adresse professionnelle :
Coca-Cola Europe
27 rue Camille Desmoulins
92130 Issy Les Moulineaux

Présidente Europe, The Coca-Cola Company

Au 31 décembre 2011, Mme Dominique REINICHE est également :

MANDAT	SOCIÉTÉ COTÉE	SOCIÉTÉ DU GROUPE
Administrateur d'AXA	√	

Mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :

- Présidente de Coca-Cola Entreprises
- Membre du Conseil de Surveillance d'AXA
- Membre du Comité consultatif France d'ING Direct

Expertise et expérience professionnelle :

Diplômée de l'ESSEC, Mme Dominique REINICHE a débuté sa carrière au sein de Procter & Gamble France, a ensuite été nommée Directeur Marketing et Stratégie chez Kraft Jacobs Suchard France avant de rejoindre Coca-Cola Entreprise France en 1994. Après avoir assumé plusieurs fonctions de direction au sein de Coca-Cola Entreprise France, elle est depuis 2005 Présidente Europe de The Coca-Cola Company. Elle est également Vice-Présidente de l'Union of European Beverages Associations et d'ECR Europe et Membre du Comité Exécutif et du Conseil de la Confederation of the Food and Drink Industries of the EU.

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2011 : 0 action.

Thierry PILENKO

Nationalité française

Né le 17 juillet 1957

Adresse professionnelle :
Technip SA
89 avenue de la Grande Armée
75116 Paris

Président-Directeur Général, Technip

Au 31 décembre 2011, M. Thierry PILENKO est également :

MANDAT	SOCIÉTÉ COTÉE	SOCIÉTÉ DU GROUPE
Administrateur de Technip	√	
Administrateur d'Hercule Offshore	√	

Mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :

- Administrateur de CGGVeritas

Expertise et expérience professionnelle :

Diplômé de l'Institut Français du Pétrole et de l'École Nationale Supérieure de Géologie de Nancy, M. Thierry PILENKO a effectué sa carrière pendant une vingtaine d'années au sein du groupe Schlumberger au sein duquel il a été nommé Directeur général de Schlumberger Sema en 2001. Il a ensuite été Président Directeur Général du groupe Veritas DGC. Il est actuellement Président Directeur Général du groupe Technip.

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2011 : 0 action.

INFORMATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUR LES MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE DONT LE RENOUVELLEMENT EST PROPOSÉ À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Les fiches relatives aux membres du Conseil dont le renouvellement est proposé figurent dans la section "Informations et renseignements sur les membres du Conseil de Surveillance - Mandats exercés au 31 décembre 2011" en pages 22 et 25 de la présente brochure de convocation.

INFORMATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUR LES MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

MANDATS EXERCÉS AU 31 DÉCEMBRE 2011

Thierry Peugeot

Date du premier mandat au Conseil de Surveillance : 19 décembre 2002
Échéance du mandat en cours : 2016
Nationalité française
Né le 19 août 1957
Adresse professionnelle :
PSA Peugeot Citroën
75, avenue de la Grande-Armée
75016 Paris
France

Président du Conseil de Surveillance de PEUGEOT S.A.

Président du comité des rémunérations
Membre du comité des nominations et de la gouvernance
Membre du comité stratégique

Au 31 décembre 2011, M. Thierry Peugeot est également :

MANDAT	SOCIÉTÉ COTÉE	SOCIÉTÉ DU GROUPE
Vice-Président et Directeur général délégué d'ÉTABLISSEMENTS PEUGEOT FRÈRES		
Administrateur et Membre du comité des participations de FFP	√	
Administrateur de SOCIÉTÉ ANONYME DE PARTICIPATIONS – SAPAR		
Administrateur de FAURECIA	√	√
Administrateur de COMPAGNIE INDUSTRIELLE DE DELLE - CID		
Administrateur d'AIR LIQUIDE	√	
Représentant permanent de CID au Conseil d'Administration et Membre du comité des rémunérations de LISI	√	

Mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :

- Président d'IMMEUBLES ET PARTICIPATION DE L'EST,
- Administrateur d'IMMEUBLES ET PARTICIPATIONS DE L'EST,
- Administrateur d'AMC PROMOTION,
- Administrateur de La FRANÇAISE DE PARTICIPATIONS FINANCIÈRES – LFPE.

Expertise et expérience professionnelle :

Diplômé de l'ESSEC, M. Thierry Peugeot a débuté sa carrière au sein du Groupe Marrel en tant que Responsable export Moyen-Orient, Afrique Anglophone puis Directeur d'Air Marrel America. En 1988, il rejoint le groupe PSA Peugeot Citroën. D'abord Chef de zone Asie du Sud-Est chez Automobiles Peugeot, il est successivement Directeur général de Peugeot do Brasil et Directeur général de SLICA à Lyon (principale filiale commerciale de Peugeot). En 2000, il devient Responsable des Grands Comptes Internationaux d'Automobiles Citroën puis Directeur des services et pièces de la marque Citroën et Membre du Comité des Directeurs du Groupe. Il est nommé en décembre 2002, Président du Conseil de Surveillance de Peugeot S.A.

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2011 : 900

Jean-Philippe Peugeot

Date du premier mandat au Conseil de Surveillance : 16 mai 2001
Échéance du mandat en cours : 2013
Nationalité française
Né le 7 mai 1953
Adresse professionnelle :
Établissements Peugeot Frères
75, avenue de la Grande-Armée
75016 Paris
France

Vice-Président du Conseil de Surveillance de PEUGEOT S.A.

Président du comité des nominations et de la gouvernance
Membre du comité des rémunérations
Membre du comité stratégique

Au 31 décembre 2011, M. Jean-Philippe Peugeot est également :

MANDAT	SOCIÉTÉ COTÉE	SOCIÉTÉ DU GROUPE
Président Directeur Général, Membre du comité de l'éthique, de la gouvernance et des nominations et Membre du comité des participations et de l'immobilier des ÉTABLISSEMENTS PEUGEOT FRÈRES		
Vice-Président, Président du comité des nominations et des rémunérations, Membre du comité d'investissements, Membre du comité financier et d'audit et Membre du comité des participations de FFP	√	
Membre du Conseil de Surveillance et du comité des rémunérations de LINEDATA SERVICES	√	
Membre du Conseil de Surveillance et du comité stratégique d'IMMOBILIÈRE DASSAULT	√	
Président d'OLDSCOOOL		

Mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :

- Président du Conseil d'Administration de NUTRITION ET COMMUNICATION SAS,
- Administrateur de LA FRANÇAISE DE PARTICIPATIONS FINANCIÈRES – LFPE,
- Administrateur d'IMMEUBLES ET PARTICIPATIONS DE L'EST,
- Administrateur de SIMANTE SL.

Expertise et expérience professionnelle :

M. Jean-Philippe Peugeot est diplômé de l'Institut Supérieur de Gestion. Il a effectué toute sa carrière chez Automobiles Peugeot. Il a notamment été directeur d'une filiale commerciale d'Automobiles Peugeot pendant huit ans et Directeur de Peugeot Parc Alliance pendant quatre ans.

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2011 : 150 actions.

Jean-Louis Silvant

Date du premier mandat au Conseil de Surveillance : 24 mai 2006
Échéance du mandat en cours : 2012
Nationalité française
Né le 7 février 1938
Adresse professionnelle :
La Martinerie
35, rue de la Fontaine
37370 Neuvy-le-Roi
France

Vice-Président du Conseil de Surveillance de PEUGEOT S.A.

Membre du comité des nominations et de la gouvernance
Membre du comité des rémunérations
Membre du comité stratégique

Au 31 décembre 2011, M. Jean-Louis Silvant est également :

MANDAT	SOCIÉTÉ COTÉE	SOCIÉTÉ DU GROUPE
Gérant de SILVANT-INVEST		
Administrateur de PEUGEOT SUISSE		✓

Mandats expirés au cours des dernières années :

- Président de la CLOSERIE DES TILLEULS,
- Administrateur de RESIDEAL SANTÉ.

Expertise et expérience professionnelle :

Diplômé de l'École Nationale Supérieure des Arts et Métiers, M. Jean-Louis Silvant a intégré le groupe PSA Peugeot Citroën en 1961. Il a occupé de nombreux postes de direction, notamment dans les domaines de la production des ressources humaines et des études. Il a été Directeur général adjoint de Peugeot S.A. de 1992 à 1998 et membre du comité exécutif du groupe PSA Peugeot Citroën de 1998 à 2002.

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2011 : 1 150 actions.

Marc Friedel

Date du premier mandat au Conseil de Surveillance : 26 juin 1996
Échéance du mandat en cours : 2014
Nationalité française
Né le 21 juillet 1948
Adresse professionnelle :
1, rue Ballu
75009 Paris
France

Membre du Conseil de Surveillance de PEUGEOT S.A.

Membre du comité financier et d'audit

Mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :

- Représentant permanent de SOFINACTION (Groupe CIC) au Conseil d'Administration de la Société NANCÉENNE VARIN-BERNIER (SNVB),
- Membre du Conseil de Surveillance des PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE.

Expertise et expérience professionnelle :

M. Marc Friedel, ancien élève de l'École Normale Supérieure, agrégé de l'Université et diplômé de l'Institut d'Études Politiques de Paris, a effectué l'essentiel de sa carrière professionnelle au sein de la société Berger-Levrault, société cotée sur Euronext Paris dont il a assuré la Présidence de 1989 à 1999.

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2011 : 150 actions.

Pamela Knapp

Date du premier mandat Conseil de Surveillance : 31 mai 2011
Échéance du mandat en cours : 2017
Nationalité allemande
Née le 8 mars 1958
Adresse professionnelle :
GfK SE
Nordwestring 101
90419 Nuremberg
Allemagne

Membre du Conseil de Surveillance de PEUGEOT S.A.

Membre du comité financier et d'audit

Au 31 décembre 2011, Mme Pamela Knapp est également :

MANDAT	SOCIÉTÉ COTÉE	SOCIÉTÉ DU GROUPE
Membre du Directoire du groupe GfK SE		✓
Administrateur MONIER HOLDINGS SCA		

Mandats expirés au cours des cinq derniers exercices : Aucun

Expertise et expérience professionnelle :

Madame Pamela Knapp est diplômée de l'Université de Harvard (Advanced Management Program) et de l'Université de Berlin (Master en économie). Elle a débuté sa carrière à la Deutsche Bank AG, puis a exercé en tant que consultant en M&A avant de prendre plusieurs fonctions de direction au sein du groupe Siemens AG, dont la direction financière de la division « Power Transmission & Distribution » de 2004 à 2009. Elle occupe les fonctions de Directeur financier et des ressources humaines du groupe GfK SE depuis 2009.

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2011 : 1 000 actions.

Jean-Paul Parayre

Date du premier mandat au Conseil de Surveillance : 11 décembre 1984
Échéance du mandat en cours : 2017
Nationalité française
Né le 5 juillet 1937
Adresse professionnelle :
203, avenue Molière
1050 Bruxelles
Belgique

Membre du Conseil de Surveillance de PEUGEOT S.A.

Président du comité financier et d'audit

Membre du comité stratégique

Au 31 décembre 2011, M. Jean-Paul Parayre est également :

MANDAT	SOCIÉTÉ COTÉE	SOCIÉTÉ DU GROUPE
Président du Conseil de Surveillance de VALLOUREC	✓	
Administrateur de BOLLORÉ S.A.	✓	
Administrateur de la SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DU PLANIER		
Gérant B de STENA INTERNATIONAL SARL		
Président du Conseil de Surveillance de STENA MARITIME		

Mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :

- Administrateur de STENA INTERNATIONAL B.V.,
- Membre du Conseil Consultatif de V&M DO BRASIL,
- Administrateur de SNEF.

Expertise et expérience professionnelle :

Ancien élève de l'École Polytechnique et ingénieur en Chef des Ponts et Chaussées, M. Jean-Paul Parayre a successivement exercé en tant que Conseiller Technique au cabinet de M. Jacques Chirac, Secrétaire d'État aux Affaires sociales puis au cabinet de M. Xavier Ortolí, Ministre de l'Économie et des Finances, puis Ministre du Développement Industriel et Scientifique. Il a ensuite exercé plusieurs fonctions de direction dans des groupes industriels et de services. Entre 1977 et 1984, il préside le Directoire de PSA Peugeot Citroën. Entre 1984 et 1990, il est Directeur général puis Président du Directoire de Dumez avant de devenir vice-Président Directeur Général de Lyonnaise des Eaux Dumez de 1990 à 1992. Il intègre le groupe Bolloré en 1994 en tant que vice-Président Directeur Général jusqu'en 1999. Il occupe également la fonction de Président Directeur Général de Saga entre 1996 et 1999. Depuis 2000, il est Président du Conseil de Surveillance de Vallorec.

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2011 : 83 396 actions.

Robert Peugeot

Date du premier mandat au Conseil de Surveillance : 6 février 2007

Échéance du mandat en cours : 2013

Nationalité française

Né le 25 avril 1950

Adresse professionnelle :
FFP

75, avenue de la Grande-Armée
75016 Paris
France

Membre du Conseil de Surveillance de PEUGEOT S.A.**Président du comité stratégique****Membre du comité des nominations et de la gouvernance****Membre du comité financier et d'audit**

Au 31 décembre 2011, M. Robert Peugeot est également :

MANDATS	SOCIÉTÉ COTÉE	SOCIÉTÉ DU GROUPE
Président Directeur Général de FFP	✓	
Membre du Conseil de Surveillance d'HERMÈS INTERNATIONAL	✓	
Membre du Conseil de Surveillance d'IDI EMERGING MARKETS S.A.		
Administrateur de SOFINA	✓	
Administrateur d'IMERYS	✓	
Administrateur des ÉTABLISSEMENTS PEUGEOT FRÈRES		
Administrateur de HOLDING REINIER S.A.		
Administrateur de SANEF	✓	
Administrateur de FAURECIA	✓	✓
Administrateur de DKSH AG		
Gérant de SCI CHP GESTION		
Gérant de SCI RODOM		
Représentant permanent de FFP au Conseil de Surveillance de ZODIAC AEROSPACE	✓	
Représentant statutaire de FFP, à la Présidence de FINANCIÈRE GUIRAUD SAS.		

Mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :

- Membre du Conseil de Surveillance de CITROËN DEUTSCHLAND AG,
- Membre du Conseil de Surveillance d'AVIVA FRANCE,
- Président Directeur Général de SIMANTE, SL.,
- Administrateur de LA FRANÇAISE DE PARTICIPATIONS FINANCIÈRES - LFPF,
- Administrateur d'IMMEUBLES ET PARTICIPATIONS DE L'EST,
- Administrateur de CITROËN DANEMARK A/S,
- Administrateur d'AVIVA PARTICIPATIONS,
- Administrateur du GIE DE RECHERCHE ET D'ÉTUDES PSA RENAULT,
- Administrateur de CITROËN UK LTD,
- Administrateur d'ALPINE Holding,
- Administrateur de WRG – WASTE RECYCLING GROUP LIMITED,
- Administrateur de B-1998 SL,
- Administrateur de FCC CONSTRUCCION S.A.,
- Administrateur de FCC S.A..

Expertise et expérience professionnelle :

Après ses études à l'École Centrale de Paris et de l'INSEAD, Robert Peugeot a occupé différents postes de responsabilité au sein du groupe PSA Peugeot Citroën et a été membre du comité exécutif du Groupe entre 1998 et 2007, en charge des fonctions de l'innovation et de la qualité. Il est membre du Conseil de Surveillance de Peugeot S.A. depuis février 2007, membre du comité financier, membre du comité des nominations et de la gouvernance et en préside le comité stratégique depuis décembre 2009. Il dirige le développement de FFP depuis fin 2002.

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2011 : 150 actions.

Henri Philippe Reichstul

Date du premier mandat au Conseil de Surveillance : 23 mai 2007

Échéance du mandat en cours : 2013

Nationalité brésilienne

Né le 12 avril 1949

Adresse professionnelle :
Rua dos Pinheiros, 870

20° Andar – cjs. 201 –
CEP 05422-001 São Paulo, SP Brasil

Membre du Conseil de Surveillance de PEUGEOT S.A.**Membre du comité stratégique**

Au 31 décembre 2011, M. Henri Philippe Reichstul est également :

MANDAT	SOCIÉTÉ COTÉE	SOCIÉTÉ DU GROUPE
Administrateur de REPSOL YPF S.A. et Membre de la « Comision Delegada »	✓	
Administrateur de GAFISA S.A.		
Administrateur de FOSTER WHEELER A6	✓	

Mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :

- Administrateur de ASHMORE ENERGY INTERNATIONAL – AEI et Membre du comité des rémunérations,
- Administrateur de TAM – LINHAS AEREAS S.A., VIVO, PAO DE AÇUCAR GROUP,
- Président Directeur Général de BRENCO.

Expertise et expérience professionnelle :

Diplômé en économie de l'Université de São Paulo, *post graduate work* à Oxford, puis professeur d'économie dans l'enseignement supérieur, M. Henri Philippe Reichstul a exercé au Brésil plusieurs postes au sein de la haute fonction publique avant d'occuper divers postes de Président et administrateur de sociétés, dont la présidence de Petrobras (1999-2001).

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2011 : 25 actions.

Marie-Hélène Roncoroni

Date du premier mandat au Conseil de Surveillance : 2 juin 1999
 Échéance du mandat en cours : 2017
 Nationalité française
 Née le 17 novembre 1960
 Adresse professionnelle :
 FFP
 75, avenue de la Grande-Armée
 75016 Paris
 France

Membre du Conseil de Surveillance de PEUGEOT S.A.**Membre du comité financier et d'audit**

Au 31 décembre 2011, Madame Marie-Hélène Roncoroni est également :

MANDATS	SOCIÉTÉ COTÉE	SOCIÉTÉ DU GROUPE
Vice-Présidente de FFP	√	
Administrateur de SOCIÉTÉ ANONYME DE PARTICIPATIONS – SAPAR		
Administrateur des ÉTABLISSEMENTS PEUGEOT FRÈRES		
Administrateur d'ASSURANCES MUTUELLES DE FRANCE		
Représentant permanent de SOCIÉTÉ ANONYME DE PARTICIPATION – SAPAR au Conseil d'Administration de la SOCIÉTÉ DES IMMEUBLES DE FRANCHE-COMTÉ		
Représentant permanent de LA SOCIÉTÉ ASSURANCES MUTUELLES DE FRANCE au Conseil d'Administration d'AZUR – GMF MUTUELLES D'ASSURANCES ASSOCIÉES		
Présidente du comité des participations, Membre du comité d'investissements, Membre du comité des nominations et des rémunérations de FFP	√	

Mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :

- Administrateur d'IMMEUBLES ET PARTICIPATIONS DE L'EST,
- Administrateur de SIMANTE SL,
- Représentant permanent de COVEA RE aux Conseils d'administration de MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES, MMA Vie Assurances Mutuelles, MMA IARD (S.A.), MMA VIE (S.A.), MMA COOPÉRATIONS,
- Représentant permanent d'IMMEUBLES DE FRANCHE-COMTÉ au Conseil d'Administration de la SA COMTOISE DE PARTICIPATION,
- Administrateur de LA FRANÇAISE DE PARTICIPATIONS FINANCIÈRES – LFPF.

Expertise et expérience professionnelle :

Mme Marie-Hélène Roncoroni est diplômée de l'Institut d'Études Politiques de Paris. Elle a débuté sa carrière dans un cabinet d'audit anglo-saxon avant d'occuper des fonctions à la direction financière du Groupe et à la direction des relations industrielles et humaines.

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2011 : 150 actions.

Geoffroy Roux de Bézieux

Date du premier mandat au Conseil de Surveillance : 23 mai 2007
 Échéance du mandat en cours : 2013
 Nationalité française
 Né le 31 mai 1962
 Adresse professionnelle :
 Omea Telecom
 12, rue Belgrand
 92300 Levallois
 France

Membre du Conseil de Surveillance de PEUGEOT S.A.**Membre du comité des nominations et de la gouvernance****Membre du comité des rémunérations**

Au 31 décembre 2011, M. Geoffroy Roux de Bézieux est également :

MANDATS	SOCIÉTÉ COTÉE	SOCIÉTÉ DU GROUPE
Président d'OMEA TELECOM (VIRGIN MOBILE)		
Administrateur de PARROT S.A.	√	

Mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :

- Vice-Président du Conseil de Surveillance de SELOGER.COM,
- Administrateur de MICROMANIA,
- Administrateur de BUDGET TELECOM,
- Administrateur d'IMS – INTERNATIONAL METAL SERVICE.

Expertise et expérience professionnelle :

Diplômé de l'ESSEC, M. Geoffroy Roux de Bézieux a exercé diverses fonctions au sein du groupe L'Oréal de 1986 à 1996. Il est le Président fondateur de The Phone House, premier réseau indépendant de vente de téléphones mobiles, revendu à Carphone Warehouse dont il a été Directeur général Europe (2000-2003), puis Chief Operating Officer (2003-2006). Il est depuis 2006 Président fondateur d'Omea Telecom (Virgin Mobile).

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2011 : 1 000 actions.

Ernest-Antoine Seillière

Date du premier mandat au Conseil de Surveillance : 22 juin 1994
 Échéance du mandat en cours : 2012
 Nationalité française
 Né le 20 décembre 1937
 Adresse professionnelle :
 Wendel
 89, rue Taitbout
 75009 Paris
 France

Membre du Conseil de Surveillance de PEUGEOT S.A.
Membre du comité des nominations et de la gouvernance
Membre du comité des rémunérations
Membre du comité stratégique

Au 31 décembre 2011, M. Ernest-Antoine Seillière est également :

MANDAT	SOCIÉTÉ COTÉE	SOCIÉTÉ DU GROUPE
Président du Conseil de Surveillance de WENDEL	✓	
Membre du Conseil de Surveillance d'HERMÈS INTERNATIONAL S.A.	✓	
Administrateur de BUREAU VERITAS	✓	
Administrateur de WENDEL-PARTICIPATIONS		
Administrateur de SOFISAMC (Suisse)		

Mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :

- Président Directeur Général de CGIP,
- Président Directeur Général de MARINE-WENDEL,
- Président Directeur Général de LEGRAND HOLDING,
- Vice-Président du Conseil d'Administration de CAP GEMINI,
- Administrateur d'EDITIS,
- Président Directeur Général de SOCIÉTÉ LORRAINE DE PARTICIPATIONS SIDÉRURGiques – SLPS,
- Président du Conseil de Surveillance d'ORANGE – NASSAU GROEP B.V.,
- Membre du Conseil de Surveillance de BUREAU VERITAS,
- Membre du Conseil de Surveillance de EDITIS HOLDING,
- Membre du Conseil de Surveillance de GRAS-SAVOYE,
- Administrateur de LEGRAND.

Expertise et expérience professionnelle :

M. Ernest-Antoine Seillière est diplômé de l'Institut d'Études Politiques de Paris, licencié en droit, ancien élève de l'École Nationale d'Administration et du Center for International Affairs de Harvard. Ancien conseiller des Affaires étrangères puis conseiller technique de plusieurs ministres, il est entré dans le groupe Wendel en 1976, où il a occupé plusieurs fonctions, dont celles d'administrateur Directeur général (1978-1987) puis de Président Directeur Général (1987-2002) de CGIP et de Directeur général adjoint, puis de Président de Marine-Wendel (1992-2002).
 Après la fusion des deux sociétés, il est devenu Président-Directeur général de Wendel Investissement, avant d'en devenir Président du Conseil de Surveillance en 2005.

Après avoir présidé le Medef de 1997 à 2005, il a été Président de BusinessEurope (2005-2009).

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2011 : 600 actions.

Joseph F. Toot Jr

Date du premier mandat au Conseil de Surveillance : 24 mai 2000
 Échéance du mandat en cours : 2012
 Nationalité américaine
 Né le 13 juin 1935
 Adresse professionnelle :
 2826 Coventry LN.N.W
 Canton, Ohio 44708
 États-Unis

Membre du Conseil de Surveillance de PEUGEOT S.A.

Membre du comité des rémunérations

Mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :

- Administrateur de ROCKWELL AUTOMATION INC.,
- Administrateur de ROCKWELL COLLINS,
- Administrateur de THE TIMKEN COMPANY.

Expertise et expérience professionnelle :

M. Joseph F. Toot Jr est diplômé de Princeton University (AB) et d'un Master of Business Administration de Harvard Business School. Ancien *Chief Executive Officer* et Président de The Timken Company, il a été administrateur de Rockwell Automation Inc., administrateur indépendant de Timken Company et administrateur de Rockwell Collins.

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2011 : 150 actions.

François Michelin

Date du premier mandat de censeur : 25 juillet 2006
 Échéance du mandat en cours : 2012
 Nationalité française
 Né le 15 juin 1926
 Adresse professionnelle :
 Pardevi
 23, place des Carmes Déchaux
 63040 Clermont-Ferrand
 France

Censeur

Au 31 décembre 2011, M. François Michelin est également :

MANDAT	SOCIÉTÉ COTÉE	SOCIÉTÉ DU GROUPE
Président de PARTICIPATION ET DÉVELOPPEMENT INDUSTRIELS S.A. – PARDEVI		
Gérant associé indéfiniment responsable de la COMPAGNIE FINANCIÈRE MICHELIN (Suisse)		

Mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :

- Gérant commandité de COMPAGNIE GÉNÉRALE DES ÉTABLISSEMENTS MICHELIN (CGEM),
- Gérant commandité de MANUFACTURE FRANÇAISE DES PNEUMATIQUES MICHELIN (MFPMP),
- Associé indéfiniment responsable de MICHELIN REIFENWERKE (MRW).

Expertise et expérience professionnelle :

M. François Michelin est titulaire d'une licence de mathématiques de la Faculté de Sciences de Paris. En 1955, il devient co-gérant de CGEM, puis unique gérant en 1959. Durant sa période à la gérance de la CGEM, Michelin est devenu l'un des trois premiers manufacturiers mondiaux alors qu'il était au dixième rang mondial.

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2011 : 150 actions.

Roland Peugeot

Date du premier mandat de censeur au Conseil de Surveillance : 16 mai 2001

Échéance du mandat en cours : 2013

Nationalité française

Né le 20 mars 1926

Adresse professionnelle :
Établissements Peugeot Frères
75, avenue de la Grande-Armée
75016 Paris
France

Censeur

Au 31 décembre 2011, M. Roland Peugeot est également :

MANDAT

SOCIÉTÉ COTÉE

SOCIÉTÉ DU GROUPE

Président d'honneur d'ÉTABLISSEMENTS PEUGEOT FRÈRES

Président d'honneur du FOOTBALL CLUB SOCHAUX MONTBÉLIARD – FCSM

Mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :

- Administrateur de FFP,
- Administrateur d'ÉTABLISSEMENTS PEUGEOT FRÈRES,
- Représentant permanent d'ÉTABLISSEMENTS PEUGEOT FRÈRES au Conseil d'Administration de LFPP – LA FRANÇAISE DE PARTICIPATIONS FINANCIÈRES.

Expertise et expérience professionnelle :

Diplômé de l'Université Américaine d'Harvard, M. Roland Peugeot a occupé plusieurs postes de Président à l'intérieur du groupe PSA PEUGEOT CITROËN, et notamment la présidence du Conseil de Surveillance de 1972 à 1998. Il a été membre du Conseil d'Administration d'Automobiles Peugeot de 1982 à 1996.

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2011 : 20 041 actions.

PERSONNES DONT LE MANDAT A EXPIRÉ AU COURS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2011

Le mandat de Membre du Conseil de Surveillance et de Membre du comité financier et d'audit de M. Jean-Louis Masurel a expiré à l'issue de l'Assemblée Générale des actionnaires du 31 mai 2011.

Jean-Louis Masurel

Date du premier mandat au Conseil de Surveillance : 27 août 1987

Mandat échu en 2011

Nationalité française

Né le 18 septembre 1940

Adresse professionnelle :
Arcos Investissement
13, rue Saint Florentin
75008 Paris
France

Au 31 décembre 2011, M. Jean-Louis Masurel est :

MANDAT

SOCIÉTÉ COTÉE

SOCIÉTÉ DU GROUPE

Président d'ARCOS INVESTISSEMENT

Membre du Conseil de Surveillance de 21 CENTRALE PARTNERS S.A.

Administrateur Délégué de LA SOCIÉTÉ DES BAINS DE MER (Monaco)

Administrateur de COMPAGNIE DE TRANSPORTS FINANCIÈRE ET IMMOBILIÈRE – COTRAFI

Administrateur de GONDRAND (filiale de Cotrafi)

Administrateur de BANQUE J. SAFRA (Monaco)

Gérant de SOCIÉTÉ DES VINS DE FONTFROIDE

Président de SOGETEL. (filiale de la SBM)

Mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :

- Membre du Conseil de Surveillance de PEUGEOT S.A.,
- Membre du comité financier et d'audit,
- Vice-Président du Conseil de Surveillance d'ODART S.A.,
- Administrateur d'ODART GESTION S.A.

Expertise et expérience professionnelle :

Diplômé de HEC Paris (1962) et de MBA Harvard Business School (1964), M. Jean-Louis Masurel a exercé les fonctions de vice-Président Directeur général de Moët-Hennessy puis de LVMH de 1983 à 1989 et Président Directeur général de Hédiard (1991-95). Depuis 1995, il est administrateur et Président du comité financier de la Société des Bains de Mer (Monaco).

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2011 : 1 600 actions.

RENSEIGNEMENTS SUR LES MEMBRES DU DIRECTOIRE

MANDATS EXERCÉS AU 31 DÉCEMBRE 2011

Philippe Varin

Date du premier mandat au Directoire :
1^{er} juin 2009

Échéance du mandat en cours : 2013

Nationalité française

Né le 8 août 1952

Adresse professionnelle :
PSA Peugeot Citroën
75, avenue de la Grande-Armée
75016 Paris

Président du Directoire de PEUGEOT S.A.

Au 31 décembre 2011, M. Philippe Varin est également :

MANDATS	SOCIÉTÉ COTÉE	SOCIÉTÉ DU GROUPE
Président du Conseil d'Administration de PEUGEOT CITROËN AUTOMOBILES S.A.		✓
Administrateur de Banque PSA Finance		✓
Administrateur de FAURECIA	✓	✓
Administrateur de GEFCO		✓
Administrateur de PCMA HOLDING B.V.		✓
Administrateur non exécutif de BG GROUP PLC.	✓	

Mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :

- Administrateur de TATA STEEL EUROPE LIMITED,
- Administrateur de TATA STEEL LIMITED,
- Administrateur de TATA STEEL UK LIMITED.

Expertise et expérience professionnelle :

Diplômé de l'École Polytechnique et de l'École des Mines de Paris, M. Philippe Varin a occupé différents postes de responsabilité au sein du groupe Pêchiney jusqu'à sa nomination comme Directeur de la division Rhénalu en 1995, puis Directeur du secteur Aluminium et membre du comité exécutif en 1999. Il a été nommé en 2003 à la tête du groupe sidérurgique anglo-néerlandais Corus qu'il a quitté pour rejoindre Peugeot S.A. en avril 2009.

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2011 : 50 400 actions

Guillaume Faury

Date du premier mandat au Directoire :
17 juin 2009

Échéance du mandat en cours : 2013

Nationalité française

Né le 22 février 1968

Adresse professionnelle :
PSA PEUGEOT CITROËN
Centre technique Vélizy A
Route de Gisy
78140 Vélizy-Villacoublay
France

Membre du Directoire de PEUGEOT S.A.

Directeur recherche et développement du groupe PSA PEUGEOT CITROËN

Au 31 décembre 2011, M. Guillaume Faury est également :

MANDATS	SOCIÉTÉ COTÉE	SOCIÉTÉ DU GROUPE
Directeur général de PEUGEOT CITROËN AUTOMOBILES S.A.		✓
Président du Conseil d'Administration de PEUGEOT CITROËN AUTOMOVEIS PORTUGAL S.A.		✓
Administrateur de PEUGEOT CITROËN AUTOMOVILES ESPAÑA S.A.		✓
Administrateur CHANGAN PSA AUTOMOBILES CO. LTD		✓

Mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :

- Administrateur d'APSYS (Groupe EADS),
- Administrateur d'EUROCOPTER DEUTSCHLAND GMBH,
- Membre du Conseil de Surveillance d'EUROCOPTER DEUTSCHLAND GMBH.

Expertise et expérience professionnelle :

M. Guillaume Faury est diplômé de l'École Polytechnique, de l'École Nationale Supérieure de l'Aéronautique et de l'Espace et titulaire d'un DESS d'Administration des Entreprises. Il a occupé différents postes à responsabilité au sein d'Eurocopter, dont il fut notamment membre du comité exécutif et directeur des programmes commerciaux de 2006 à 2008. Entré chez PSA Peugeot Citroën en 2009, il est depuis juin 2009 membre du Directoire, Directeur recherche et développement.

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2011 : 0 action.

Grégoire Olivier

Date du premier mandat au Directoire :
6 février 2007

Échéance du mandat en cours : 2013

Nationalité française

Né le 19 octobre 1960

Adresse professionnelle :
PSA PEUGEOT CITROËN
3rd Floor, Building 2
1528 Gumei Road
Shanghai Caohejing Hi-Teck Park
200233 Shanghai
Chine

Membre du Directoire de PEUGEOT S.A.
Directeur Asie du groupe PSA PEUGEOT CITROËN

Au 31 décembre 2011, M. Grégoire Olivier est également :

MANDATS	SOCIÉTÉ COTÉE	SOCIÉTÉ DU GROUPE
Vice-Président de CHANGAN PSA AUTOMOBILES CO. LTD		√
Président de PEUGEOT CITROËN (CHINA) AUTOMOTIVE TRADE CO.		√
Administrateur de DONGFENG PEUGEOT CITROËN AUTOMOBILES COMPANY LTD		√

Mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :

- Membre du Conseil de Surveillance de WENDEL,
- Président du Conseil d'Administration et Directeur général de FAURECIA,
- Membre du Directoire de SAFRAN,
- Vice-Président du Comité de Direction de CLUB SAGEM,
- Administrateur de SNECMA, SAGEM DÉFENSE ET SÉCURITÉ, IMERYS,
- Administrateur de PEUGEOT CITROËN AUTOMOBILES S.A.,
- Représentant Permanent de PEUGEOT S.A. au Conseil d'Administration d'AUTOMOBILES PEUGEOT,
- Représentant Permanent de PEUGEOT S.A. au Conseil d'Administration d'AUTOMOBILES CITROËN.

Expertise et expérience professionnelle :

M. Grégoire Olivier est ingénieur en chef de l'École des Mines de Paris, diplômé de l'École Polytechnique et titulaire d'un MBA obtenu à l'Université de Chicago. Après avoir occupé divers postes au sein notamment de Pechiney et d'Alcatel, il est nommé Président du Directoire de Sagem en 2001. En 2006, il devient Président Directeur Général de Faurecia puis rejoint PSA Peugeot Citroën en 2007 en tant que Membre du Directoire, Directeur des programmes et de la stratégie automobile. Il est aujourd'hui Directeur Asie.

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2011 : 0 action.

Frédéric Saint-Geours

Premiers mandats au Directoire :
du 1^{er} juillet 1998 au 1^{er} janvier 2008

Nouveau mandat au Directoire à
compter du 17 juin 2009

Échéance du mandat en cours : 2013

Nationalité française

Né le 20 avril 1950

Adresse professionnelle :
PSA Peugeot Citroën
75, avenue de la Grande-Armée
75016 Paris

Membre du Directoire de PEUGEOT S.A.
Directeur des marques du groupe PSA PEUGEOT CITROËN

Au 31 décembre 2011, M. Frédéric Saint-Geours est également :

MANDATS	SOCIÉTÉ COTÉE	SOCIÉTÉ DU GROUPE
Président Directeur Général de Banque PSA Finance		√
Administrateur de FAURECIA	√	√
Président du Conseil de Surveillance de PEUGEOT FINANCE INTERNATIONAL NV		√
Vice-Président de DONGFENG PEUGEOT CITROËN AUTOMOBILES COMPANY LTD		√
Vice-Président et administrateur délégué de PSA INTERNATIONAL S.A.		√
Administrateur de CHANGAN PSA AUTOMOBILES CO. LTD		√
Administrateur de GEFCO		√
Administrateur d'AUTOMOBILES CITROËN		√
Administrateur de PEUGEOT CITROËN AUTOMOBILES S.A.		√
Administrateur de PCMA HOLDING B.V.		√
Représentant Permanent de PEUGEOT S.A. au Conseil d'Administration d'AUTOMOBILES PEUGEOT		√
Administrateur de CASINO GUICHARD-PERRACHON	√	

Mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :

- Membre du Conseil de Surveillance de PEUGEOT DEUTSCHLAND GMBH,
- Administrateur de PEUGEOT ESPAÑA S.A.,
- Administrateur d'AUTOMOBILES PEUGEOT,
- Directeur général d'AUTOMOBILES PEUGEOT,
- Représentant Permanent d'AUTOMOBILES PEUGEOT au Conseil d'Administration de GEFCO,
- Représentant Permanent d'AUTOMOBILES PEUGEOT au Conseil d'Administration de BANQUE PSA FINANCE.

Expertise et expérience professionnelle :

M. Frédéric Saint-Geours est Lauréat de l'Institut d'Études Politiques de Paris, titulaire d'une Licence de Sciences Économiques et Ancien élève de l'École Nationale d'Administration. Entré dans le groupe PSA Peugeot Citroën en 1986, il occupe divers postes, notamment Directeur financier et Directeur de la marque Peugeot. Il est nommé Membre du Directoire, Directeur financier et développement stratégique en juin 2009 et Directeur des marques en janvier 2012.

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2011 : 1 570 actions.

Jean-Baptiste Chasseloup de Chatillon

Date du premier mandat au Directoire :
13 mars 2012

Échéance du mandat en cours : 2013

Nationalité française

Né le 19 mars 1965

Adresse professionnelle :
PSA Peugeot Citroën
75, avenue de la Grande-Armée
75016 Paris
France

Membre du Directoire de PEUGEOT SA
Directeur financier du groupe PSA PEUGEOT CITROËN

Mandats exercés au 31 décembre 2011 : Néant

Mandats expirés au cours des cinq derniers exercices : Néant

Expertise et expérience professionnelle :

Diplômé de l'Université Paris Dauphine et de l'Université de Lancaster (UK), Monsieur Jean-Baptiste Chasseloup de Chatillon est actuellement Directeur financier du groupe PSA Peugeot Citroën et membre du Comité de Direction Générale. Précédemment, il a exercé plusieurs fonctions de direction au sein du Groupe avant d'être nommé Directeur du contrôle de gestion du Groupe en 2007.

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2011 : 0 action.

Jean-Christophe Quemard

Date du premier mandat au Directoire :
13 mars 2012

Échéance du mandat en cours : 2013

Nationalité française

Né le 30 septembre 1960

Adresse professionnelle :
PSA Peugeot Citroën
75, avenue de la Grande-Armée
75016 Paris
France

Membre du Directoire de PEUGEOT SA
Directeur des programmes du groupe PSA PEUGEOT CITROËN

Au 31 décembre 2011, M. Jean-Christophe Quemard est également :

MANDATS	SOCIÉTÉ COTÉE	SOCIÉTÉ DU GROUPE
Administrateur de Dongfeng Peugeot Citroen Automobiles Company Ltd		√
Administrateur de PCMA Holding B.V.		√
Administrateur de BMW Peugeot Citroen Electrification		

Mandats expirés au cours des cinq derniers exercices : Néant

Expertise et expérience professionnelle :

Diplômé de l'École des Mines de Saint-Etienne et de l'École du Pétrole et des Moteurs, Jean-Christophe Quemard est entré chez PSA Peugeot Citroën en 1986. Il a occupé divers postes, notamment à la Direction des Plates-formes et techniques Automobiles dont il fut Directeur. Nommé Membre du Comité de Direction élargi et Directeur des achats en 2008, il devient Membre du Comité de Direction Générale en 2009. En septembre 2010, il est nommé Directeur des programmes. Il est également administrateur d'IFP Energies Nouvelles en qualité de personnalité qualifiée.

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2011 : 600 actions.

EXPOSÉ SOMMAIRE DE LA SITUATION ET DE L'ACTIVITÉ EN 2011

GROUPE PSA PEUGEOT CITROËN

FAITS MARQUANTS EN 2011

- Chiffre d'affaires Groupe en augmentation de 6,9 % à 59 912 millions d'euros grâce au succès des nouveaux modèles et au développement de Faurecia.
- Résultat opérationnel courant Groupe à 1 315 millions d'euros et en perte pour la division Automobile à -92 millions d'euros.
- Résultat net part du Groupe à 588 millions d'euros, dont 150 millions d'euros de la mise en équivalence de Dongfeng Peugeot Citroën Automobile.
- La dette nette au 31 décembre s'élève à 3,4 milliards d'euros et à 2,9 milliards d'euros proforma après cession de CITER conclue en 2011 et réalisée le 1^{er} février 2012, contre 1,6 milliard d'euros au 30 juin 2011.
- Plan de management du cash.

LES CHIFFRES

RÉSULTATS CONSOLIDÉS

- Le chiffre d'affaires Groupe atteint 59 912 millions d'euros pour l'exercice, en progression de 6,9 % (6 % à périmètre comparable). Le changement de périmètre qui a généré 914 millions d'euros de chiffre d'affaires additionnel, correspond d'une part à l'acquisition par Faurecia de Plastal Allemagne, Plastal Espagne et de Madison, et d'autre part à l'acquisition de 70 % de Mercurio par GEFCO.
- Le résultat opérationnel courant Groupe s'inscrit en repli, à 1 315 millions d'euros contre 1 796 millions d'euros en 2010. Après une augmentation de 1,8 % au premier semestre à + 1 157 millions d'euros, le résultat opérationnel courant Groupe du second semestre s'élève à + 158 millions d'euros, amputé par la dégradation des performances de l'activité automobile de - 497 millions d'euros au second semestre 2011.
Les autres activités du Groupe ont eu chacune des contributions au résultat opérationnel courant supérieures à celles de l'année dernière.
- Les charges opérationnelles nettes non courantes du Groupe s'élèvent à 417 millions d'euros, contre 60 millions d'euros en 2010.
Face à la baisse des marchés automobiles, de nouveaux plans de restructuration ont été lancés, dans la division Automobile et chez Faurecia, pour un coût total de 310 millions d'euros. Les autres charges proviennent essentiellement de l'exposition potentielle au risque de change des contrats en yen du Groupe.

- Les frais financiers nets s'élèvent à 334 millions d'euros, contre 429 millions d'euros en 2010.
Cette réduction s'explique notamment par une économie de frais financiers réalisée suite au remboursement intégral du prêt de l'État de 3 milliards d'euros contracté en mars 2009. Deux milliards d'euros ont été remboursés sur le premier semestre.
- Le résultat net part du Groupe ressort à 588 millions d'euros contre 1 134 millions d'euros pour l'exercice 2010.
- Le résultat net par action s'établit à 2,64 euros, à comparer avec 5,00 euros en 2010.

SITUATION FINANCIÈRE

La dette nette des activités industrielles et commerciales au 31 décembre 2011 s'établit à 3 359 millions d'euros, contre 1 236 millions d'euros au 31 décembre 2010.

La marge brute d'autofinancement dégagée par les sociétés industrielles et commerciales s'élève à 2 596 millions d'euros contre 3 257 millions d'euros à fin décembre 2010. Elle a permis de financer partiellement 3 713 millions d'euros d'investissements nécessaires pour soutenir la dynamique produits et le développement du Groupe en Europe et à l'international. Le **free cash flow**⁽¹⁾ a été impacté par une augmentation du besoin en fonds de roulement de - 684 millions d'euros principalement du fait d'une augmentation des stocks de 661 millions d'euros.

(1) Free cash flow = flux liés à l'exploitation - flux liés aux investissements + dividende net reçu des sociétés du Groupe.

La structure financière et le bilan du Groupe restent robustes.

Le Groupe dispose d'une structure financière robuste.

- Les activités industrielles et commerciales disposent d'une sécurité financière solide qui s'élève à 9,6 milliards d'euros au 31 décembre 2011 compte tenu de 3,1 milliards de lignes bancaires confirmées et non tirées. Compte tenu d'un endettement net de 3,4 milliards d'euros et de capitaux propres du Groupe de 14,5 milliards d'euros au 31 décembre 2011, le taux d'endettement s'élève à 23 %. Ce dernier ne tient pas compte de la cession des activités de location de véhicules (CITER) intervenue début février 2012 qui permet de réduire la dette financière de 440 millions d'euros et en conséquence abaisser le ratio à 20 % ⁽¹⁾ proforma.
- Banque PSA Finance dispose d'une structure financière solide grâce à un ratio de solvabilité Bâle II supérieur à 14 % et d'une sécurité financière, via des lignes de crédit non tirées et une réserve de liquidité, permettant d'assurer en permanence plus de 6 mois d'activité sans recours à des financements complémentaires.

PERSPECTIVES POUR 2012

Le Groupe confirme sa stratégie de globalisation et de montée en gamme :

- La globalisation : le Groupe, dont 42 % des volumes de ventes ont été réalisées en dehors d'Europe en 2011, contre 39 % en 2010, est conforme à l'objectif de 50 % du volume des ventes en dehors d'Europe en 2015.
En Chine, le Groupe cible une part de marché de 5 % à l'horizon 2015 pour Dong Feng Peugeot Citroën (DPCA) et de 3 % à moyen terme avec la seconde joint-venture CAPSA (Changan PSA Automobiles). En Amérique latine, l'objectif est d'atteindre 7 % de part de marché à l'horizon 2015, avec six nouveaux lancements notamment en 2012. En Russie, la montée en puissance de l'usine de Kaluga se poursuit, et dont la production devrait atteindre 125 000 unités à fin 2012.
- La montée en gamme : les modèles Premium ont représenté 18 % des ventes en 2011, contre 13 % en 2010.

Cette montée en gamme sera renforcée par une forte dynamique produit, avec le lancement de la Peugeot 208, nouveau modèle de la prestigieuse série 2 de Peugeot, le plein effet, avec DS5, d'une ligne DS composée désormais de 3 modèles et la mise sur le marché des premières hybrides diesel (Peugeot : 3008 HY4, 508 RXH et 508 HY4 et Citroën : DS5 hybride diesel) ainsi que 2 SUV compacts pour compléter la gamme de chacune des marques, la Peugeot 4008 et le Citroën C4 Aircross.

Cette stratégie est plus que jamais nécessaire. Afin de soutenir cette stratégie, le Groupe doit maintenir un niveau élevé d'investissements et de dépenses de R&D capitalisées, tout en conservant une structure financière solide.

Pour cela, le Groupe a décidé la mise en place d'un Programme soutenu de management du cash en 2012 pour renforcer la génération de liquidités du Groupe en poursuivant la mise en œuvre de sa stratégie :

- augmentation du programme de réduction des coûts de 800 millions d'euros annoncé en novembre à 1 milliard d'euros, avec 400 millions d'euros sur les achats et 600 millions d'euros sur les coûts fixes (300 millions d'euros de frais généraux et commerciaux, 100 millions d'euros de R&D et 200 millions d'euros pour les activités industrielles) ;
- mise en place, depuis le 1^{er} janvier, d'une nouvelle organisation commerciale pour une meilleure efficacité et une meilleure productivité ;
- action vigoureuse pour ramener les volumes de stocks au niveau de 2010 ;
- hiérarchisation du programme d'investissements afin de réduire les dépenses d'investissement et de R&D de la division automobile en 2012, avec la révision du calendrier du projet en Inde, le report de certaines augmentations de capacités et l'arrêt des projets les moins profitables ;
- cessions d'actifs pour environ 1,5 milliard d'euros, incluant :
 - la cession de l'activité de location de véhicules CITER, annoncée en novembre 2011 et finalisée le 1^{er} février 2012. Cette opération a pour effet de réduire l'endettement net de 440 millions d'euros,
 - la valorisation d'actifs immobiliers,
 - l'ouverture du capital de GEFECO, partenaire stratégique de notre activité automobile.

Pour 2012, le Groupe retient l'hypothèse d'un repli de l'ordre de 5 % des marchés automobiles en Europe 30 et de l'ordre de 10 % en France. Hors d'Europe, le Groupe s'attend à une croissance de l'ordre de 7 % en Chine, de l'ordre de 6 % en Amérique latine et de 5 % en Russie.

Le Groupe a pour objectif un désendettement significatif, grâce à la contribution du plan de management du cash, des cessions d'actifs et du lancement des nouveaux modèles.

(1) Ratio d'endettement Proforma, après cession des activités de location (CITER) intervenue le 1^{er} février 2012.

INFORMATIONS FINANCIÈRES SÉLECTIONNÉES

(nombre de véhicules)	2011	2010
Ventes mondiales	3 549 400	3 602 200

CHIFFRE D'AFFAIRE CONSOLIDÉ PAR DIVISION

(en millions d'euros)	2011	2010
Automobile	42 710	41 405
Faurecia	16 190	13 796
GEFCO	3 782	3 351
Banque PSA Finance	1 902	1 852
Éliminations inter-activités et autres activités	(4 672)	(4 343)
TOTAL	59 912	56 061

COMPTES DE RÉSULTATS CONSOLIDÉS

(en millions d'euros)	2011				2010			
	ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES	ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	ÉLIMINATIONS	TOTAL	ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES	ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	ÉLIMINATIONS	TOTAL
Chiffre d'affaires*	58 329	1 902	(319)	59 912	54 502	1 852	(293)	56 061
Résultat opérationnel courant	783	532	-	1 315	1 289	507	-	1 796
Produits et (charges) opérationnels non courants	(417)	-	-	(417)	(87)	27	-	(60)
Résultat opérationnel	366	532	-	898	1 202	534	-	1 736
Résultat net consolidé	430	354	0	784	862	394	-	1 256
Dont part du Groupe	238	345	5	588	744	388	2	1 134
Dont part des minoritaires	192	9	(5)	196	118	6	(2)	122
(en euros)								
Résultat net par action de 1 euro				2,64				5,00

* Y compris en 2011 : Plastal Allemagne, Plastal Espagne, Madison et Mercurio.

BILANS CONSOLIDÉS

ACTIF	31 DÉCEMBRE 2011				31 DÉCEMBRE 2010			
	ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES	ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	ÉLIMINATIONS	TOTAL	ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES	ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	ÉLIMINATIONS	TOTAL
(en millions d'euros)								
Total des actifs non courants	25 286	367	(25)	25 628	22 646	362*	(25)	22 983
Total des actifs courants	16 550	27 431	(618)	43 363	19 710	26 387*	(589)	45 508
TOTAL ACTIF	41 836	27 798	(643)	68 991	42 356	26 749	(614)	68 491

Contre respectivement 460 millions et 26 289 millions d'euros publiés en 2010, suite au reclassement en « actifs courants » des titres du Fonds d'Investissement en Droits de Créance (FIDC) de l'État brésilien classés précédemment en « Autres actifs non courants ».

PASSIF	31 DÉCEMBRE 2011				31 DÉCEMBRE 2010			
	ACTIVITÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES	ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	ÉLIMINATIONS	TOTAL	ACTIVITÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES	ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	ÉLIMINATIONS	TOTAL
(en millions d'euros)								
Total des capitaux propres				14 494				14 303
Total des passifs non courants	12 184	369	-	12 553	12 225	412	-	12 637
Total des passifs courants	18 849	23 738	(643)	41 944	19 342	22 823	(614)	41 551
TOTAL PASSIF				68 991				68 491

TABLEAUX DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

	2011				2010			
	ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES	ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	ÉLIMINATIONS	TOTAL	ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES	ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	ÉLIMINATIONS	TOTAL
(en millions d'euros)								
Résultat net consolidé	430	354	-	784	862	394	-	1 256
Marge brute d'autofinancement	2 596	339	-	2 935	3 257	350	-	3 607
Flux liés à l'exploitation	1 912	17	(177)	1 752	3 774	154	117	4 045
Flux liés aux investissements	(3 713)	(19)	-	(3 732)	(2 804)	(1)	3	(2 802)
Flux des opérations financières	(2 691)	(158)	78	(2 771)	375	(137)	(132)	106
Mouvements de conversion	3	(2)	2	3	91	11	-	102
Augmentation (diminution) de la trésorerie	(4 489)	(162)	(97)	(4 748)	1 436	27	(12)	1 451
Trésorerie nette au début de l'exercice	9 253	1 316	(127)	10 442	7 817	1 289	(115)	8 991
TRÉSORERIE NETTE DE CLÔTURE	4 764	1 154	(224)	5 694	9 253	1 316	(127)	10 442

LISTE DES COMMUNIQUÉS DE PRESSE DIFFUSÉS AU COURS DE L'EXERCICE 2011

29/02/2012	PSA Peugeot Citroën et General Motors créent une Alliance stratégique mondiale
21/02/2012	PSA Peugeot Citroën confirme être en discussion pour des projets de coopérations et d'alliances
15/02/2012	Résultats financiers 2011
01/02/2012	PSA Peugeot Citroën et Entreprise Holdings finalisent l'acquisition, par Entreprise Holdings, du loueur de véhicules Citer SA.
27/01/2012	Lancement de la production de la Peugeot 208 à Poissy
16/01/2012	Un million de véhicules Peugeot et Citroën équipés de l'eCall (Appel d'Urgence)
13/01/2012	Nominations au sein de l'état-major du Groupe
12/01/2012	PSA Peugeot Citroën poursuit sa globalisation et la montée en gamme de ses marques - 3,5 millions de véhicules vendus en 2011
09/01/2012	PSA Peugeot Citroën leader du marché européen du véhicule électrique en 2011
06/01/2012	BPF émission obligataire de 650 MEUR
04/01/2012	Évolution au sein du Directoire et du Comité de Direction Générale
20/12/2011	PSA Peugeot Citroën présente son dispositif d'accompagnement du redéploiement des emplois
14/12/2011	Banque PSA Finance annonce le renouvellement anticipé d'une ligne de crédit revolving
14/12/2011	Informations concernant le CCE extraordinaire du 20 décembre 2011
14/12/2011	Nomination de Christian Peugeot, Directeur des affaires publiques et Délégué aux Relations extérieures
01/12/2011	PSA Peugeot Citroën inaugure la ligne d'assemblage du nouveau moteur essence 3 cylindres sur son site de Trémery
21/11/2011	Jean-Philippe Imparato nommé Directeur du commerce Europe Yves Moulin nommé Directeur des opérations internationales
20/11/2011	Citer SA rejoint Entreprise Holdings, le leader mondial de la location de véhicules
14/11/2011	SNCF, Orange, PSA Peugeot Citroën et Total créent Ecomobilité Ventures, première société d'investissement portée par des industriels dédiée à la mobilité durable
10/11/2011	Banque PSA Finance a placé des obligations ABS sécurisées par des prêts automobiles allemands pour un montant de 720 millions d'euros
10/11/2011	La technologie HYbrid4 reçoit la prestigieuse distinction «Goldenes Lenkrad» en Allemagne
03/11/2011	Cérémonie d'inauguration du chantier de la nouvelle usine Peugeot à Sanand, Gujarat, Inde
03/11/2011	StellLab : un réseau scientifique international au service de la recherche automobile
26/10/2011	PSA Peugeot Citroën annonce la poursuite de ses investissements au Brésil sur la période 2012-2015 pour augmenter sa capacité de production et développer de nouveaux modèles
26/10/2011	Comité de Groupe européen du 26 octobre 2011
26/10/2011	Chiffre d'affaires Groupe du 3 ^e trimestre 2011 en hausse de 3,5 % à 13,450 milliards d'euros
25/10/2011	Lancement officiel de la joint-venture BMW PEUGEOT CITROEN ELECTRIFICATION
05/10/2011	Rennes Métropole inaugure son réseau public de bornes de recharge pour les véhicules électriques
04/10/2011	PSA Peugeot Citroën, partenaire de l'exposition «Des Transports et des Hommes»
04/10/2011	L'alliance Renault-Nissan, PSA Peugeot Citroën et Mitsubishi Motors lancent «EV Ready»
30/09/2011	L'Université PSA Peugeot Citroën initie 23 partenariats avec des Grandes Ecoles et Universités dans le monde et renforce sa recherche
28/09/2011	Émission obligataire, 27 septembre 2011
26/09/2011	Le concept de Véhicule électrique Léger de Ville présenté par PSA Peugeot Citroën au Forum de l'ADEME
14/09/2011	PSA et General Electric signent un accord commercial de coopération européen pour le développement conjoint de solutions innovantes dans le domaine de la mobilité électrique
01/09/2011	Peugeot annonce un nouveau site de production en Inde
31/08/2011	Nomination de Jonathan Goodman, Directeur des relations presse
09/08/2011	Banque PSA Finance Argentine seconde émission obligataire
27/07/2011	Résultats semestriels 2011
18/07/2011	La joint venture « Changan PSA Automobile Co., Ltd » est approuvée par la Commission Nationale de Développement et de Réforme chinoise
12/07/2011	Ajustement du Ratio d'Attribution d'Actions des Océanes Peugeot 2016
12/07/2011	Ventes mondiales à 1 860 000 unités, en hausse de 0,2 % Ventes de véhicules montés en croissance de 2,2 %

11/07/2011	PSA Peugeot Citroën et le laboratoire de l'Intégration du Matériau au Système (IMS) créent un OpenLab
08/07/2011	Banque PSA Finance a placé des obligations ABS sécurisées par des prêts automobiles pour un montant de 956m€
01/07/2011	Mise au point sur le projet d'implantation de Peugeot en Inde
29/06/2011	PSA Peugeot Citroën reçoit le Label Européen Egalité Professionnelle (Gender Equality European Standard)
24/06/2011	PSA Peugeot Citroën et l'Université de la Méditerranée inaugurent l'Automotive Motion Lab
14/06/2011	Premiers véhicules électriques à Rennes la phase d'expérimentation débutera à l'automne 2011
09/06/2011	Mise au point concernant le site d'Aulnay
31/05/2011	Assemblée Générale des actionnaires du 31 mai 2011
31/05/2011	PSA Peugeot Citroën crée sa Fondation d'entreprise, « Un monde en mouvement »
26/05/2011	PSA Peugeot Citroën réaffirme son engagement en faveur du recrutement de personnes handicapées en organisant son 3e Forum « Apprentissage et Handicap »
26/05/2011	PSA Peugeot Citroën présente les nouvelles technologies pour les véhicules de demain
20/05/2011	MICHELIN devient partenaire de l'INSTITUT POUR LA VILLE EN MOUVEMENT
18/05/2011	PSA Peugeot Citroën et l'École des Mines ParisTech inaugurent la chaire « PSA Peugeot Citroën, Robotique et Réalité Virtuelle »
18/05/2011	Dongfeng Peugeot Citroën Automobile (DPCA) pose la première pierre de sa 3e usine à Wuhan en Chine
17/05/2011	Le Label Egalité Professionnelle renouvelé à PSA Peugeot Citroën
16/05/2011	PSA Peugeot Citroën crée un pôle de compétences Matériaux et Procédés en Lorraine avec 3 partenaires académiques
12/05/2011	Investissements industriels dans la région Nord Pas de Calais
10/05/2011	China analysts trip
09/05/2011	Inauguration de la « Chaire André Citroën »
04/05/2011	L'UPMC signe avec PSA un contrat cadre « Doctorat exécutif »
26/04/2011	PSA Peugeot Citroën poursuit son expansion en Amérique Latine : un million de véhicules produits en Argentine, un million de moteurs produits au Brésil
26/04/2011	PSA PEUGEOT CITROËN LANCE LES SPRING RECRUITMENT EVENTS
22/04/2011	PSA Peugeot Citroën publication du Document de Référence 2010
20/04/2011	Chiffre d'affaires du 1 ^{er} trimestre 2011 en hausse de 10,2 % à 15,4 Mds €
20/04/2011	Conseil de Surveillance du 19 avril 2011
12/04/2011	PSA Peugeot Citroën lance le programme « managers de production et diversité »
05/04/2011	GEFCO annonce la signature d'un contrat d'acquisition de 70 % de Gruppo Mercurio SpA
01/04/2011	PSA Peugeot Citroën s'associe à la 1 ^{re} semaine de l'Industrie
31/03/2011	PSA Peugeot Citroën décerne ses « Suppliers' Awards » 2011
31/03/2011	PSA Peugeot Citroën, acteur de la mobilité pour tous au salon Planète Durable
30/03/2011	Banque PSA Finance diversifie ses sources de financement par une émission sur le marché obligataire américain
28/03/2011	Production en Europe retour progressif à la normale
22/03/2011	Avec 1152 brevets publiés en 2010, PSA Peugeot Citroën est à nouveau le premier déposant français de brevets
21/03/2011	Perturbation de la production en Europe
15/03/2011	Déploiement de la démarche « Excellence de la Relation Fournisseurs »
14/03/2011	La politique « Emploi des jeunes » de PSA Peugeot Citroën
04/03/2011	PSA Peugeot Citroën renforce son action pour l'emploi des personnes handicapées et confirme son engagement pour leur intégration dans PSA Peugeot Citroën
03/03/2011	PSA Peugeot Citroën confirme son engagement auprès des femmes
03/03/2011	Arrivée de Pierre Todorov, futur Secrétaire Général de PSA Peugeot Citroën
28/02/2011	BMW et PSA Peugeot Citroën vont investir 100 millions d'euros dans leur joint venture dédiée aux technologies hybrides
28/02/2011	Signature de l'accord salarial chez PSA Peugeot Citroën
18/02/2011	Négociations salariales en France PSA Peugeot Citroën revalorise le pouvoir d'achat de ses salariés 3 % d'augmentation globale
10/02/2011	Nomination de Carole Dupont-Pietri, Directeur de la communication financière
09/02/2011	Résultats financiers 2010 Forte progression du résultat net à 1,1 Md€ Génération importante de cash flow libre à 1,1 Md€
09/02/2011	Peugeot va s'implanter en Inde
03/02/2011	PSA Peugeot Citroën et Pôle emploi inscrivent leur coopération dans la durée

02/02/2011	BMW et PSA Peugeot Citroën créent une joint-venture pour renforcer leur coopération sur les technologies hybrides
28/01/2011	PSA Peugeot Citroën confirme son engagement dans la promotion de la diversité et l'emploi des personnes handicapées
20/01/2011	PSA Peugeot Citroën lève 500 millions d'euros sur les marchés obligataires
20/01/2011	Liste de transactions mises sous credit watch negative par S&P
20/01/2011	Nomination de quatre Délégués Régionaux à la filière automobile et labellisation du premier « fournisseur majeur »
19/01/2011	Mise en place d'une équipe de nuit à horaire variable sur le site PSA de Rennes
13/01/2011	Résultats commerciaux record en 2010 ventes mondiales à 3,6 millions d'unités, en hausse de 13 %

RÉSULTATS FINANCIERS DE LA SOCIÉTÉ PEUGEOT S.A. AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

	2011	2010	2009	2008	2007
I - Situation financière en fin d'exercice					
a - Capital social ⁽¹⁾	234 049 344	234 049 225	234 049 142	234 048 798	234 280 298
b - Nombre d'actions émises	234 049 344	234 049 225	234 049 142	234 048 798	234 280 298
II - Résultat global des opérations de l'exercice					
a - Produits des activités courantes hors taxes	816 142 657	618 615 747	706 891 796	638 330 276	837 261 848
b - Résultat avant impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	663 823 877	199 298 390	393 686 214	518 965 886	740 999 549
c - Participation des salariés (charge de l'exercice)	-	-	-	-	-
d - Impôts sur les bénéfices ⁽²⁾	45 029 722	180 892 567	46 841 128	121 708 369	67 780 191
e - Résultat après impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	444 119 935	647 883 601	537 011 853	47 527 964	525 580 339
f - Dividendes ⁽⁴⁾		249 547 952		351 420 447	
III - Résultat des opérations réduit à une seule action ⁽³⁾					
a - Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant amortissements et provisions	3,03	1,62	1,88	2,74	3,45
b - Résultat après impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	1,90	2,77	2,29	0,20	2,24
c - Dividende attribué à chaque action ⁽⁴⁾ :					
• Dividende net distribué		1,07	-	-	1,50
• Impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) ⁽³⁾	-	-	-	-	-
REVENU GLOBAL	-	-	-	-	-
IV - Personnel					
a - Effectif moyen des salariés	344	336	334	355	390
b - Montant de la masse salariale	40 951 996	33 214 427	35 889 698	38 514 763	37 018 614
c - Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité Sociale, œuvres sociales, etc.)	17 307 884	16 148 312	15 272 699	15 865 706	18 133 174

(1) Les mouvements sur le capital résultent de l'annulation d'actions suite à leur rachat en Bourse entre 2006 et 2008, et de la conversion d'obligations en actions dans le cadre de l'emprunt OCEANE depuis 2009.

(2) Depuis le 1^{er} janvier 1990, la société a opté pour le régime de l'intégration fiscale, articles 223 A et suivants du CGI, applicable aux filiales françaises contrôlées à plus de 95 %. Tous les mouvements d'impôt sur les bénéfices sont enregistrés sur la ligne impôts sur les bénéfices y compris les variations de provisions pour impôts.

(3) À compter des dividendes perçus en 2005, l'impôt est supprimé et remplacé par un crédit d'impôt.

(4) Pour 2011, les montants ne sont pas encore connus.

RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2011

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Peugeot S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Votre société détermine à chaque clôture la valeur d'inventaire de ses « Participations » et « Autres titres immobilisés » selon les

méthodes décrites en Notes 1C et 1D de l'annexe et constate des dépréciations lorsque cette valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable, comme précisé en Notes 4 et 6 de l'annexe. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis et des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables décrites dans l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application ainsi que du caractère raisonnable des hypothèses et des estimations retenues pour leur mise en œuvre.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi :

- nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion ;
- nous vous signalons que le texte et l'exposé des motifs des projets de résolutions qui seront soumis à l'Assemblée Générale des actionnaires n'étaient pas encore arrêtés par le Directoire

et présentés au Conseil de Surveillance à la date où le présent rapport a été établi, à la demande de la société, pour être incorporé dans le document de référence. Nous établirons un

rapport complémentaire lorsque ces projets de résolutions auront été établis.

Courbevoie et Paris-La Défense, le 28 février 2012

Les Commissaires aux Comptes

Mazars

Loïc Wallaert

Jean-Louis Simon

Ernst & Young et Autres

Christian Mouillon

Marc Stoessel

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Peugeot S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

Les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers au 31 décembre 2011 et l'appréciation de la situation de liquidité ont été réalisées dans un contexte de crise économique et financière pesant fortement sur le secteur automobile conduisant à une difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques. C'est dans ce contexte qu'en application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Lors de l'arrêté de ses comptes, votre société est conduite à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses concernant notamment la valeur de certains postes d'actif, de passif, de produits et de charges, dont les principaux sont recensés dans la Note 1.4 « Principes comptables - Utilisations d'estimations et hypothèses » de l'annexe. Nous avons, pour l'ensemble de ces éléments, vérifié le caractère approprié des règles et méthodes comptables suivies et des informations données dans les Notes annexes. Nous avons également examiné la cohérence des hypothèses retenues, la traduction chiffrée de celles-ci ainsi que la documentation disponible et procédé sur ces bases à l'appréciation du caractère raisonnable des estimations réalisées ;
- Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables appliqués par votre société, nous avons examiné les modalités d'inscription à l'actif et d'amortissement des frais de développement et nous avons vérifié que les Notes 1.12.A « Principes comptables - Immobilisations incorporelles - Frais d'études et de développement », 6 « Frais d'études, de recherche et de développement » et 13.1 « Écarts d'acquisition et immobilisations incorporelles - Évolution de la valeur nette comptable » fournissent une information pertinente ;

- La Note 1.14 « Principes comptables - Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé » indique les modalités de réalisation des tests de perte de valeur. La Note 7.1 « Perte de valeur des UGT en provisions pour contrats onéreux de la division Automobile » indique que les tests ainsi réalisés ont conduit à enregistrer pour certaines UGT une dépréciation d'actifs et des compléments de provisions pour contrats onéreux. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests de perte de valeur et nous avons vérifié que les Notes indiquées ci-dessus donnent une information appropriée. Nous avons également examiné la documentation disponible comprenant notamment les prévisions de flux de trésorerie et les autres hypothèses retenues et procédé sur ces bases à l'appréciation du caractère raisonnable des estimations réalisées ;
- En application des modalités décrites dans la Note 1.18 « Principes comptables - Impôts différés » le bilan enregistre des impôts différés actifs et passifs détaillés dans la Note 11.4

« Impôts différés actifs et passifs ». Nous avons examiné la cohérence des hypothèses retenues pour évaluer la récupération de ces impôts différés actifs.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. VÉRIFICATION SPÉCIFIQUE

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du Groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Courbevoie et Paris-La Défense, le 17 février 2012

Les Commissaires aux Comptes

Mazars

Loïc Wallaert

Jean-Louis Simon

Ernst & Young et Autres

Christian Mouillon

Marc Stoessel

RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS RÉGLEMENTÉS

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-58 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-58 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'Assemblée Générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS SOUMIS À L'APPROBATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS AUTORISÉS AU COURS DE L'EXERCICE ÉCOULÉ

En application de l'article L. 225-88 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements suivants qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil de Surveillance.

Caution consentie envers la Banque Européenne d'Investissement (« BEI ») dans le cadre du financement de 125 millions d'euros octroyés à la société Peugeot Citroën Automobiles S.A. (« PCA ») en novembre 2011

Par délibération du 26 juillet 2011, le Conseil de Surveillance a autorisé la conclusion avec la BEI d'un contrat de cautionnement dans le cadre d'un financement de 125 millions d'euros octroyé en novembre 2011 par cette banque à la société PCA.

Par cette convention, votre société s'est portée caution solidaire de sa filiale PCA envers la BEI pour le paiement de toutes sommes, en principal, intérêts et accessoires, dues par PCA au titre du financement accordé par la BEI.

Aucune commission n'a été perçue à ce titre par Peugeot S.A. sur l'exercice 2011.

Messieurs Varin, Fauray et Saint-Geours étaient intéressés à cette convention lors de son autorisation en leur qualité de membre du Directoire de Peugeot S.A. et de membre du Conseil d'Administration de PCA.

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS DÉJÀ APPROUVÉS PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS APPROUVÉS AU COURS D'EXERCICES ANTÉRIEURS

En application de l'article R. 225-57 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'Assemblée Générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Prêt consenti par Peugeot S.A. à sa filiale Faurecia

Le Conseil de Surveillance de Peugeot S.A. avait autorisé lors de sa séance du 21 octobre 2008 l'octroi d'un prêt au profit de sa filiale Faurecia pour un montant maximum de 250 millions d'euros aux mêmes conditions de taux d'intérêt et de durée que le crédit bancaire accordé à Faurecia. Le contrat a prévu 2 tranches : une tranche A d'une durée de 3 ans et une tranche B d'une durée de 5 ans, la tranche A pouvant être étendue, sur option de Faurecia, de 3 à 4 ans (option exerçable à la date de 1^{er} anniversaire du prêt), puis de 4 à 5 ans (option exerçable à la date de 2^e anniversaire du prêt). Suite à la mise en œuvre par Faurecia de l'option ainsi prévue au contrat, la durée de la tranche A a été portée à 5 ans en novembre 2010 (la première extension de 3 à 4 ans ayant été effectuée en novembre 2009).

Au cours de l'exercice 2011, cinq tirages effectués en 2010 sur ce prêt ont été remboursés et cinquante-quatre tirages ont été effectués et remboursés en 2011. Le dernier de ces remboursements est intervenu le 20 décembre 2011, date à laquelle Faurecia a mis fin à ce prêt. Le montant des intérêts comptabilisés en produits financiers au titre de l'exercice 2011 s'élève à 3 382 milliers d'euros.

Caution et garantie consenties envers la Banque Européenne d'Investissement (« BEI ») dans le cadre du financement de 400 millions d'euros octroyé à Peugeot Citroën Automobiles S.A. (« PCA ») en 2009

Le Conseil de Surveillance de Peugeot S.A. avait autorisé lors de sa séance du 10 février 2009 la conclusion avec la BEI d'une convention de cautionnement et d'une convention de nantissement de compte-titres dans le cadre d'un financement de 400 millions d'euros octroyé par cette banque à la société PCA sur une durée maximale de 7 ans.

Par ces conventions, votre société s'est portée caution solidaire de sa filiale PCA, envers la BEI, pour le paiement de toutes sommes, en principal, intérêts et accessoires, dues par PCA au titre du financement accordé par la BEI, d'une part, et s'est engagée à nantir en faveur de la BEI un compte-titres en garantie des obligations de paiement et de remboursement de PCA, d'autre part, le nantissement devant couvrir 20 % de 110 % de l'encours du financement.

Une commission de caution annuelle de 0,12 % est facturée par votre société à PCA en rémunération du cautionnement solidaire accordé. La commission facturée à ce titre par Peugeot S.A. sur l'exercice 2011 s'est élevée à 480 milliers d'euros.

Caution consentie envers la Banque Européenne d'Investissement (« BEI ») dans le cadre du financement de 200 millions d'euros octroyé à Peugeot Citroën Automobiles S.A. (« PCA ») en 2010

Le Conseil de Surveillance de Peugeot S.A. avait autorisé lors de sa séance du 27 juillet 2010 la conclusion avec la BEI d'une convention de cautionnement dans le cadre d'un financement de 200 millions d'euros octroyé par cette banque à la société PCA sur une durée maximale de 7 ans.

Par cette convention, votre société s'est portée caution solidaire de sa filiale PCA, envers la BEI, pour le paiement de toutes sommes, en principal, intérêts et accessoires, dues par PCA au titre du financement accordé par la BEI.

Une commission de caution annuelle de 0,12 % est facturée par votre société à PCA en rémunération du cautionnement solidaire accordé. La commission facturée à ce titre par Peugeot S.A. sur l'exercice 2011 s'est élevée à 240 milliers d'euros.

Participation aux frais d'étude, de gestion et de fonctionnement du Groupe

Les sommes reçues par votre société au titre de la participation des filiales aux frais d'étude, de gestion et de fonctionnement du Groupe se sont élevées pour l'exercice 2011 à 81 179 349 euros.

Fait à Courbevoie, le 24 février 2012

Les Commissaires aux Comptes

Mazars

Loïc Wallaert

Jean-Louis Simon

Ernst & Young et Autres

Christian Mouillon

Marc Stoessel

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES, ÉTABLI EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 225-235 DU CODE DE COMMERCE, SUR LE RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE DE LA SOCIÉTÉ PEUGEOT S.A.

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2011

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de la société Peugeot S.A. et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-68 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Il appartient au Président d'établir et de soumettre à l'approbation du Conseil de Surveillance un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L. 225-68 du Code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière ; et,
- d'attester que ce rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-68 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

INFORMATIONS CONCERNANT LES PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES RELATIVES À L'ÉLABORATION ET AU TRAITEMENT DE L'INFORMATION COMPTABLE ET FINANCIÈRE

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du Président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du Président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président du Conseil de Surveillance, établi en application des dispositions de l'article L. 225-68 du Code de commerce.

AUTRES INFORMATIONS

Nous attestons que le rapport du Président du Conseil de Surveillance comporte les autres informations requises à l'article L. 225-68 du Code de commerce.

Courbevoie et Paris-La Défense, le 28 février 2012

Les Commissaires aux Comptes

Mazars

Loïc Wallaert

Jean-Louis Simon

Ernst & Young et Autres

Christian Mouillon

Marc Stoessel



RAPPORT COMPLÉMENTAIRE AU RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2011

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons un rapport complémentaire à notre rapport sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2011, émis le 28 février 2012. Ce rapport indiquait au paragraphe « III. Vérifications et informations spécifiques » que le texte et l'exposé des motifs des projets de résolutions qui seront soumis à l'Assemblée Générale des actionnaires n'étaient pas encore arrêtés par le Directoire et présentés au Conseil de Surveillance à la date

où ce rapport avait été établi, à la demande de la société, pour être incorporé dans le document de référence.

Ce texte et l'exposé des motifs des projets de résolutions ont été arrêtés par le Directoire et autorisés par le Conseil de Surveillance en date du 13 mars 2012.

Nous avons procédé, conformément à la loi, à leur vérification.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans ces documents.

Courbevoie et Paris-La Défense, le 19 mars 2012

Les Commissaires aux Comptes

Mazars

Loïc Wallaert

Jean-Louis Simon

Ernst & Young et Autres

Christian Mouillon

Marc Stoessel

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA RÉDUCTION DU CAPITAL

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 25 AVRIL 2012

(12^{ÈME} RÉSOLUTION)

Aux actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société et en exécution de la mission prévue à l'article L. 225-209 du code de commerce en cas de réduction du capital par annulation d'actions achetées, nous avons établi le présent rapport destiné à vous faire connaître notre appréciation sur les causes et conditions de la réduction du capital envisagée.

Votre Directoire vous propose de lui déléguer, pour une durée de 24 mois à compter du jour de la présente assemblée, tous pouvoirs pour annuler, dans la limite de 10 % de son capital, par période de 24 mois, les actions achetées au titre de la mise en œuvre d'une autorisation d'achat par votre société de ses propres actions dans le cadre des dispositions de l'article précité.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences conduisent à examiner si les causes et conditions de la réduction du capital envisagée, qui n'est pas de nature à porter atteinte à l'égalité des actionnaires, sont régulières.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les causes et conditions de la réduction du capital envisagée.

Fait à Courbevoie et Paris-La Défense, le 19 mars 2012

Les Commissaires aux Comptes

Mazars

Loïc Wallaert

Jean-Louis Simon

Ernst & Young et Autres

Christian Mouillon

Marc Stoessel

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'AUTORISATION D'ATTRIBUTION D'ACTIONS GRATUITES EXISTANTES

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 25 AVRIL 2012

(13^{ÈME} RÉSOLUTION)

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par l'article L. 225-197-1 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le projet d'autorisation d'attribution d'actions gratuites existantes au profit des salariés, ou de certains d'entre eux, et des mandataires sociaux, ou de certains d'entre eux, de votre société et des sociétés ou groupements économiques qui lui sont liés au sens de l'article L. 225-197-2 du Code de commerce, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Votre Directoire vous propose, sur la base de son rapport, de l'autoriser, pour une durée de quatorze mois, à attribuer des actions gratuites existantes sous conditions de performance.

Le nombre d'actions ainsi attribuées ne pourra représenter plus de 0,85 % du capital social constaté au jour de la décision du Directoire.

Il appartient au Directoire d'établir un rapport sur cette opération à laquelle il souhaite pouvoir procéder. Il nous appartient de vous faire part, le cas échéant, de nos observations sur les informations qui vous sont ainsi données sur l'opération envisagée.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté notamment à vérifier que les modalités envisagées et données dans le rapport du Directoire s'inscrivent dans le cadre des dispositions prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations données dans le rapport du Directoire portant sur l'opération envisagée d'autorisation d'attribution d'actions gratuites.

Courbevoie et Paris-La Défense, le 19 mars 2012

Les Commissaires aux Comptes

Mazars

Loïc Wallaert

Jean-Louis Simon

Ernst & Young et Autres

Christian Mouillon

Marc Stoessel

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'ÉMISSION À TITRE GRATUIT DE BONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE VISANT LA SOCIÉTÉ

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 25 AVRIL 2012

(14^{ÈME} RÉSOLUTION)

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par l'article L. 228-92 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le projet d'émission à titre gratuit de bons de souscription d'actions en cas d'offre publique visant la société, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Votre directoire vous propose, sur la base de son rapport, de lui déléguer, dans le cadre de l'article L. 233-32 II du Code de commerce, la compétence à l'effet de :

- décider l'émission de bons soumis au régime de l'article L. 233-32 II du Code de commerce permettant de souscrire, à des conditions préférentielles, à une ou plusieurs actions de la société, ainsi que leur attribution gratuite à tous les actionnaires de la société ayant cette qualité avant l'expiration de la période d'offre publique,
- fixer les conditions d'exercice et les caractéristiques desdits bons.



Le montant nominal maximal des actions qui pourraient être ainsi émises ne pourra dépasser le plafond de 260 000 000 euros et le nombre maximal de bons qui pourraient être émis ne pourra excéder un nombre égal au nombre d'actions composant le capital social lors de l'émission des bons.

Il appartient au directoire d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-113 et suivants du Code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes et certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du directoire relatif à cette opération.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations données dans le rapport du directoire portant sur l'opération envisagée d'émission de bons de souscription d'actions en cas d'offre publique visant la société.

Nous établirons un rapport complémentaire, le cas échéant, en vue de la confirmation par une assemblée générale prévue à l'article L. 233-32 III du Code de commerce, et conformément à l'article R. 225-116 du Code de commerce, lors de l'utilisation de cette délégation par votre directoire.

Courbevoie et Paris-La Défense, le 19 mars 2012

Les Commissaires aux Comptes

Mazars

Loïc Wallaert

Jean-Louis Simon

Ernst & Young et Autres

Christian Mouillon

Marc Stoessel

DEMANDE D'ENVOI DE DOCUMENTS ET DE RENSEIGNEMENTS

PEUGEOT S.A. ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE LE MERCREDI 25 AVRIL 2012

CE DOCUMENT EST À RETOURNER À :

la banque ou à l'intermédiaire financier chargé
de la gestion de vos titres
(à renvoyer dans la même enveloppe que le formulaire de vote)

Je soussigné(e),

Mme ☐ Mlle ☐ M. ☐ Société ☐

Nom (ou dénomination sociale) :

Prénom :

Adresse :

N° : Rue :

Code postal : Localité :

Adresse électronique :

Propriétaire de actions nominatives de Peugeot S.A.

et/ou de actions au porteur de Peugeot S.A.

demande l'envoi, en application des dispositions de l'article R. 225-88 du Code de commerce, des documents et renseignements relatifs à l'Assemblée Générale du 25 avril 2012, énumérés à l'article R. 225-83 du Code de commerce.

Mode de diffusion souhaité (par défaut, diffusion électronique par e-mail) :

par e-mail ☐ par courrier postal ☐

Documents souhaités :

en français ☐ en anglais ☐

Fait à : le : 2012

Signature

Conformément à l'article R. 225-88 alinéa 3 du Code de commerce, les actionnaires titulaires d'actions nominatives peuvent, par une demande unique, obtenir de la société l'envoi des documents et renseignements visés aux articles R. 225-81 et R. 225-83 du Code précité à l'occasion de chacune des Assemblées Générales ultérieures. Au cas où l'actionnaire désirerait bénéficier de cette faculté, mention devra en être portée sur la présente demande.



PEUGEOT S.A.

Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 234 049 344 euros.

Siège social : 75, avenue de la Grande-Armée – 75116 Paris, France

R.C.S. Paris B 552 100 554 – Siret 552 100 554 00021

Tél. : + 33 (0)1 40 66 55 11 – Fax : + 33 (0)1 40 66 54 14

www.psa-peugeot-citroen.com

*Ce document a été imprimé en France par un imprimeur
Imprim'Vert® garantissant la gestion des déchets dangereux
dans des filières agréées, sur un papier certifié 100 % recyclé.*

